

Conseil d'administration 01-2025 du 5 mars 2025

Point « Compte financier 2024 »

Délibération n° 2025-02 du 05/03/2025

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu les articles L. 1231-1 à L. 1233-6 et R. 1231-1 à D. 1233-30 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article 212 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 relatif aux règles budgétaires des organismes ;
- Vu la note de présentation.

A la majorité des membres présents ou suppléés, décide :

ARTICLE 1 :

Arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **378,17 ETPT : 357,67 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 20,5 ETPT hors plafond d'emplois législatif.**
- **192 988 997,94 € d'autorisations d'engagement dont :**
 - 30 810 449,39 € au titre des dépenses de personnel,
 - 69 709 722,76 € au titre des dépenses de fonctionnement,
 - 74 744 007,80 € au titre des dépenses d'intervention,
 - 17 724 817,99 € au titre des dépenses d'investissement.
- **152 227 876,30 € de crédits de paiement**
 - 30 810 449,39 € au titre des dépenses de personnel,
 - 60 148 056,87 € au titre des dépenses de fonctionnement,
 - 42 600 967,31 € au titre des dépenses d'intervention,
 - 18 668 402,73 € au titre des dépenses d'investissement.
- **179 455 015,60 € de recettes.**
- **27 227 139,30 € de solde budgétaire (excédent).**



ARTICLE 2 :

Arrête les éléments d'exécution comptables suivants :

- - 64 102 423,56 € de variation de trésorerie,
- 6 197 269,97 € de résultat patrimonial (bénéfice),
- 11 575 014,55 € de capacité d'autofinancement,
- 18 196 746,46 € de variation du fonds de roulement (augmentation)

ARTICLE 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat bénéficiaire à hauteur de **6 197 269,97 €** aux réserves disponibles de l'établissement. Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Fait à Paris, le 05/03/2025

Le président du conseil d'administration

Christophe BOUILLON



Compte Financier 2024

Rapport de gestion de l'ordonnateur



1. Contexte et grandes lignes de l'exécution sur l'exercice 2024

Le budget 2024 avait été construit en tenant compte de plusieurs faits marquants :

- L'abondement de la subvention pour charges de service public (SCSP) de 20 M€ à destination du dispositif ingénierie de l'ANCT. Sur les 40 M€ qui étaient ainsi consacrés à l'ingénierie en 2024, il était prévu la déconcentration de 15 M€ aux préfets, délégués territoriaux de l'agence ;
- La fin des financements issus du plan de relance pour le programme société numérique et la mission incubateur numérique ;
- La fin de la programmation 2014-2020 des fonds européens et le démarrage de la programmation 2021-2027, marquée par une modification des règles de remboursement par l'Union européenne.

L'exercice 2024 a ainsi été notamment marqué par l'augmentation significative des crédits consacrés à l'ingénierie, les objectifs fixés étant atteints et même dépassés. Les taux de consommation des crédits sont en hausse et d'un niveau très satisfaisant par rapport aux années antérieures ; l'exécution 2024 en dépenses est de 96,80% sur les AE et 92% sur les CP. Le taux de recettes s'élève quant à lui à 98,45%.

Le solde budgétaire est excédentaire pour un montant de 27,23 M€.

Grandes lignes de l'exécution budgétaire, comparaison entre les exercices 2023 et 2024

	AE	CP	REC	Solde Budgétaire
CF2020	67 243 164,38	55 695 764,23	83 646 772,25	27 951 008,02
CF2021	143 384 460,02	90 177 778,00	112 205 618,19	22 027 840,19
CF2022	166 174 102,60	117 485 818,78	120 998 974,33	3 513 155,55
CF2023	138 837 291,94	129 336 454,67	130 283 497,50	947 042,83
CF2024	192 988 997,94	152 227 876,30	179 455 015,60	27 227 139,30

Evolution (Val) 2024	54 151 706,00	22 891 421,63	49 171 518,10	
Evolution (%)	39%	18%	38%	





L'augmentation des AE par rapport à 2023 est liée en partie au doublement du budget INGENIERIE passant de 20 M€ à 40 M€ et au budget « fonds et crédits relance » relatif à la reconquête commerciale des entrées de villes et communes rurales.

Sur un plan général, l'exécution 2024 présente les consommations en AE/CP suivantes :

Destination de niv. 01	Crédits ouverts AE	EJs engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DPs décaissées	% conso. CP
FONDS et PFR	64 758 617,00	62 161 245,10	95,99 %	39 732 851,00	36 622 014,91	92,17 %
INGENIERIE	43 111 213,00	43 070 220,86	99,90 %	35 234 210,00	31 422 727,30	89,18 %
MASSE SALARIALE	31 500 000,00	30 810 449,39	97,81 %	31 500 000,00	30 810 449,39	97,81 %
PROG EUROPEENS	15 578 237,00	15 577 491,73	100,00 %	13 561 440,00	14 493 949,11	106,88 %
PROG NAT	19 716 488,00	20 074 737,53	101,82 %	21 611 336,00	19 285 943,04	89,24 %
PROJETS IMMO	15 409 562,00	13 076 092,58	84,86 %	14 549 844,00	12 158 623,21	83,57 %
SUPPORTS	8 343 817,00	7 302 468,54	87,52 %	8 324 507,00	6 711 830,66	80,63 %
VA - PROSPECTIVE	951 271,00	916 292,21	96,32 %	942 571,00	722 338,68	76,63 %
Total général	199 369 205,00	192 988 997,94	96,80%	165 456 759,00	152 227 876,30	92,00%

Par comparaison, les données du compte financier 2023 sont les suivantes :

Destination de niv. 01	Crédits ouverts AE	EJs engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DPs décaissées	% conso. CP
FONDS et PFR	44 990 400,63	31 871 653,89	71 %	50 824 386,01	31 238 072,97	61 %
INGENIERIE	22 960 000,00	20 093 999,99	88 %	19 978 551,00	17 013 986,67	85 %
MASSE SALARIALE	33 399 830,00	29 031 176,77	87 %	33 399 830,00	29 031 176,77	87 %
PROG EUROPEENS	26 915 647,45	21 059 811,99	78 %	16 130 015,00	13 964 920,30	87 %
PROG NAT	22 854 806,31	15 933 911,42	70 %	24 625 943,31	16 385 557,00	67 %
PROJETS IMMO	13 023 214,00	12 672 698,12	97 %	14 317 292,00	13 205 467,69	92 %
SUPPORTS	8 224 583,57	7 904 304,53	96 %	8 092 511,28	7 599 124,48	94 %
VA - PROSPECTIVE	843 592,20	269 735,23	32 %	926 377,60	898 148,79	97 %
Total général	173 212 074,16	138 837 291,94	80 %	168 294 906,20	129 336 454,67	77 %

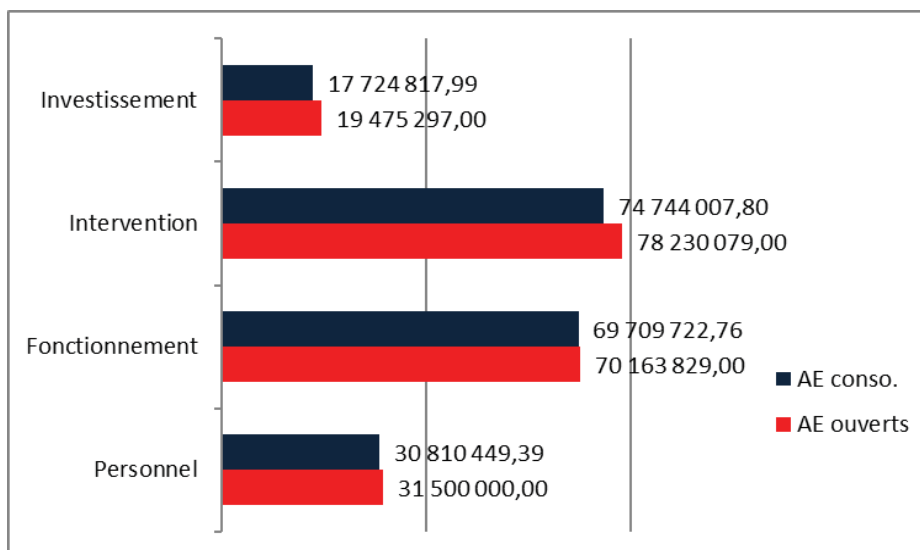
Les taux de consommation des crédits sont en hausse et d'un niveau très satisfaisant par rapport à 2023 :

- AE 2024 : 97 % de consommation des crédits ouverts au BR2-2023 pour 80 % en 2023
- CP 2024 : 92 % de consommation des crédits ouverts au BR2-2023 pour 77 % en 2022

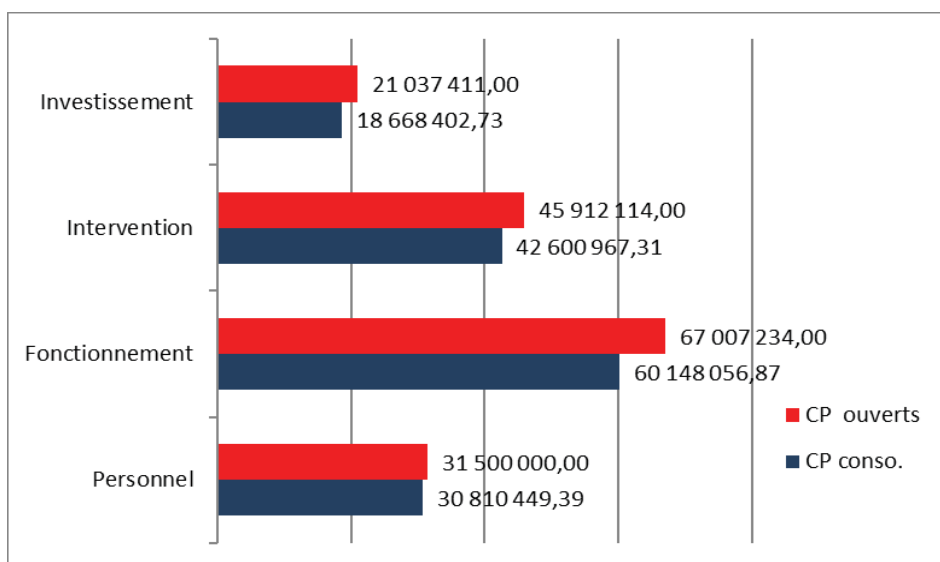




Consommation des crédits par enveloppe en AE sur l'exercice 2024, comparaison avec les enveloppes votées



Consommation des crédits par enveloppe en CP sur l'exercice 2024, comparaison avec les enveloppes votées





Hors fonds et crédits relance (crédits non fléchés), l'exécution 2024 est la suivante :

HORS FONDS et Crédits RELANCE

Destination de niv. 01	Crédits ouverts AE	EJs engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DPs décaissées	% conso. CP
INGENIERIE	43 111 213,00	43 070 220,86	100 %	35 234 210,00	31 422 727,30	89 %
MASSE SALARIALE	31 500 000,00	30 810 449,39	98 %	31 500 000,00	30 810 449,39	98 %
PROG EUROPEENS	15 578 237,00	15 577 491,73	100 %	13 561 440,00	14 493 949,11	107 %
PROG NAT	19 716 488,00	20 074 737,53	102 %	21 611 336,00	19 285 943,04	89 %
PROJETS IMMO	15 409 562,00	13 076 092,58	85 %	14 549 844,00	12 158 623,21	84 %
SUPPORTS	8 343 817,00	7 302 468,54	88 %	8 324 507,00	6 711 830,66	81 %
VA - PROSPECTIVE	951 271,00	916 292,21	96 %	942 571,00	722 338,68	77 %
Total général	134 610 588,00	130 827 752,84	97 %	125 723 908,00	115 605 861,39	92 %

Les taux de consommation s'élèvent pour les AE à 97% (contre 83% en 2023) et pour les CP 92% (contre 84% en 2023), soit des taux de consommation plus élevés qu'en 2023. Ce constat est satisfaisant même s'il convient de mieux lisser le cycle des dépenses sur l'ensemble de l'exercice et pas seulement en fin d'année. Un travail en ce sens va être mené en 2025.

En ce qui concerne les fonds et crédits relance (dispositifs fléchés), les taux de consommation s'élèvent à 96% en AE (71% en 2023) et 92% en CP (60% en 2023).

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
Total général	64 758 616,67	62 161 245,09	95,99%	39 732 851,24	36 622 014,91	92,17%

Pour ce qui concerne la réalisation des recettes 2024, le taux s'élève à 98,45% contre 93,51% en 2023 :

	Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	Recettes d'exé. antérieure encaissées	TOTAL Recettes 2024	% réalisation
Recettes globalisées	122 986 681,76	121 173 010,57	762 905,77	121 935 916,34	99,15 %
Recette fléchées	59 285 698,27	56 086 077,79	1 433 021,47	57 519 099,26	97,02 %
Total général	182 272 380,03	177 259 088,36	2 195 927,24	179 455 015,60	98,45 %

L'évolution se situe notamment sur les « recettes globalisées » qui passent d'un taux de réalisation en 2023 à 88,80% à 99,15% en 2024. Le volume budgétaire augmente puisqu'en 2024, l'ANCT





bénéficie d'un financement renforcé sur l'activité INGENIERIE de +20 M€, soit le doublement de l'enveloppe allouée.

2. Les recettes et les dépenses hors dispositifs fléchés

2.1. Les recettes hors dispositifs fléchés

En ce qui concerne les seules recettes globalisées (ou « non fléchées »), le taux de réalisation s'élève à 97,68% contre 87,93% au compte financier 2023.

Hors dispositifs fléchés

	Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	% réalisation	solde +/- value
Recettes globalisées	122 986 681,76	121 935 916,34	99,15%	-1 050 765,42
Subvention pour charges de service public	82 397 025,00	84 270 710,00	102,27%	1 873 685,00
Subvention pour charge d'investissement	9 450 000,00	9 450 000,00	100,00%	0,00
Autres financements de l'Etat	1 485 000,00	654 065,00	44,04%	-830 935,00
Autres financements publics	21 105 538,77	20 226 153,82	95,83%	-879 384,95
Ressources propres	8 549 117,99	7 334 987,52	85,80%	-1 214 130,47
Recettes fléchées	9 500 500,00	7 483 972,94	78,77%	-2 016 527,06
Autres financements publics fléchés	3 437 500,00	2 468 972,94	71,82%	-968 527,06
Financements de l'Etat fléchés	6 063 000,00	5 015 000,00	82,71%	-1 048 000,00
TOTAL DES RECETTES	132 487 181,76	129 419 889,28	97,68%	-3 067 292,48

2.1.1 Subvention pour charges de service public – SCSP

Le montant total de la subvention pour charge de service public (SCSP) versée en 2024 s'élève à 84,270 M€, soit +19,3 K€ par rapport à 2023 en raison de l'augmentation de l'enveloppe de l'INGENIERIE.

- Encaissé 2024 : 84 270 710 €
- Encaissé 2023 : 64 897 768 €





2.1.2 Subvention pour charges d'investissement - SCI

En 2023, une nouvelle catégorie budgétaire de subvention aux opérateurs de l'Etat a été créée, la subvention pour charges d'investissement pour un montant de 5,8 M€. En 2024, celle-ci s'est élevée à 9,450 M€.

2.1.3 Divers financements publics hors activité immobilière

2.1.3.1 FINANCEMENTS DE L'ETAT ET DES PARTENAIRES PUBLICS

	Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	% de réalisation	+/- value
Produits numériques incubateur des territoires	2 265 500,00	1 771 500,00	78 %	-494 000,00
Produits numériques inclusion numérique	380 000,00	217 400,00	57 %	-162 600,00
Financement P112 GIP Tiers lieux	1 000 000,00	0,00	0 %	-1 000 000,00
Financement P112 France services	1 200 000,00	0,00	0 %	-1 200 000,00
Financement DITP France services	3 000 000,00	3 000 000,00	100 %	0,00
Financement Caisse des dépôts France services	2 000 000,00	1 999 998,48	100 %	-1,52
Financement frais de gestion quartier 2030	0,00	340 000,00		340 000,00
Participations collectivités Ingénierie	900 000,00	397 807,50	44 %	-502 192,50
Autres financements publics	384 880,10	1 094 097,15	284 %	709 217,05

Total	11 130 380,10	8 820 803,13	79%	-2 309 576,97
--------------	----------------------	---------------------	------------	----------------------

Les financements reçus cette année (hors activité immobilières et programmes européens) sont globalement conformes aux prévisions. A noter que l'écart affiché provient des financements du GIP Tiers lieux et du programme France services qui ont été assuré par la DGCL en versement SCSP et non comme un transfert comme prévu au BR2 2024. Il convient également de noter une faible exécution des cofinancements de l'ingénierie de territoires perçus en provenance des collectivités en raison de retard dans la livraison de prestation. Les recettes seront encaissées au premier trimestre 2025.

2.1.3.2 RECETTES ISSUES DES FONDS EUROPEENS

Le taux de réalisation des recettes s'élève à 96% contre 64% en 2023.





Réalisation des crédits européens en recette en 2024

	Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	% de réalisation	+/- value
URBACT	9 646 459,35	10 310 635,07	107 %	664 175,72
SYNERGIE	2 941 032,52	1 941 032,62	66 %	-999 999,90
EUROP'ACT	1 395 002,45	1 131 065,64	81 %	-263 936,81
Reserve Ajustement Brexit	760 192,55	760 192,55	100 %	0,00
ALPGOV2	98 000,00	35 791,40	37 %	-62 208,60
Total EUROPE	14 840 686,87	14 178 717,28	96%	-661 969,59

2.1.3.2.1 URBACT

Un excellent taux d'encaissement conjugué à une prévision plus réaliste, ont abouti à un bon taux de réalisation. Les encaissements au titre de 2024 relèvent pour une partie de l'appel de fonds dans le cadre de la programmation URBACT III (7,4 M€), aujourd'hui terminée. Le solde des encaissements relève de l'activité relative à la programmation URBACT IV.

2.1.3.2.2 Programme Synergie

Un taux d'encaissement inférieur à 2023, puisqu'en 2024 il s'élève à 66%. Il est à préciser que le remboursement des dépenses RH sera effectué sur le nouveau dispositif, à partir de 2025, avec une rétroactivité jusqu'en 2023.

2.1.3.2.3 Politique de cohésion européenne

EUROP'ACT : un taux de réalisation de 81% pour 2024.

Pour rappel : les dispositions concernant les remboursements de l'Union européenne changent à partir de 2024, notamment en ce qui concerne le pourcentage de retour. Ce qui relevait du dispositif EUROP'ACT 14-20 avait globalement un taux de retour moyen de 57,95% pour toutes les dépenses, RH incluses. Avec le dispositif EUROP'ACT 21-27 le taux de retour moyen est de 70% sur le fonctionnement et l'investissement. Cependant, l'essentiel des crédits UE alimentant le dispositif EUROP'ACT 21-27 ne seront disponibles qu'en 2025. En effet, ils dépendent du rythme des appels de fonds réalisés par les autorités de gestion FEDER-FSE, essentiellement les conseils régionaux, dont le planning échappe au contrôle de l'ANCT.





Réserve d'Ajustement Brexit (BAR) : un taux de réalisation de 100% pour 2024. La BAR a un retour à 100% pour toutes les dépenses, RH incluses. L'exécution de la BAR s'est terminée en 2024. Tous les remboursements ont été effectués.

2.1.4 Les recettes relatives à l'activité immobilière

2.1.4.1 LES RESSOURCES PROPRES

Recettes d'exploitation de l'activité immobilière de l'ANCT sur l'exercice 2024

	Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	% réalisation	Ecart
Loyers et charges des équipements	2 408 867,39	2 565 749,49	106,51 %	156 882,10
Frais de management des équipements SCI	500 000,00	611 219,57	122,24 %	111 219,57
Autres refacturations	100 000,00	173 639,48	173,64 %	73 639,48
Dégrèvement des impôts	0,00	16 101,65		16 101,65
Remboursement de sinistres	0,00	157 784,79		157 784,79
Autres ressources propres	0,00	18 041,21		18 041,21
	3 008 867,39	3 542 536,19	117,74 %	533 668,80

Le taux de réalisation des recettes d'exploitation est plus élevé que les prévisions du BR2-2024 puisqu'il atteint au total un pourcentage de 117,74%.

Le taux de réalisation des frais de management des SCI, après deux exercices en-deçà des attentes, affiche un niveau élevé de 122,2%, lié au rattrapage total du retard pris dans la facturation sur les exercices antérieurs.

Les lignes « Autres refacturations » et « Loyers et charges des équipements » ont été plus importantes qu'attendu du fait respectivement de l'enregistrement d'avoirs de fournisseurs d'énergie à la suite de « surfacturations » et de loyers versés par erreur par des locataires sur des sites vendus (des correctifs ont été apportés, impactant la dépense). Après retraitement de ces éléments, le taux de réalisation des recettes d'exploitation est proche de 105%.

Les remboursements de sinistres (ne faisant pas l'objet d'une prévision en raison de leur caractère aléatoire) se sont élevés à 157 784,79 €, pour les centres commerciaux SEVRAN - C.C CHARCOT / VITROLLES Les Pins / AMIENS – COLVERT / CHAMPIGNY S/MARNE - C.C LES MORDACS / MONT-SAINT-MARTIN - C.C LES BLEUETS / TOURCOING Bourgogne 2 / NEVERS COURLIS / STAINS MOLIERE.





2.1.4.2 LES CESSIONS / REVENTES DES CENTRES COMMERCIAUX ET PRODUITS FINANCIERS DES SCI

Répartition liée aux cessions sur l'exercice 2024

		Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	% réalisation	Ecart
INV	Cession	4 765 370,50	2 651 789,00	55,65 %	-2 113 581,50
EXP	Produits financiers des SCI	630 000,00	718 446,04	114,04 %	88 446,04
		5 395 370,50	3 370 235,04	62,47 %	-2 025 135,46

Le taux de réalisation des recettes de cession atteint 62,47% en baisse par rapport à 2023 (81,64%).

Les cessions : 2,651 M€

- VITROLLES Les Pins / 620 K€
- TOURCOING - C.C LE PONT ROMPU / 1 111 K€
- SAINT-MAX SAI-SAI / 418 K€
- BEZIERS / 500 K€

Les produits attendus non perçus sont dus au règlement tardif par les acquéreurs de deux cessions effectuées en décembre 2024 (Aubenas et cession partielle portant sur la Maison des Associations de Béthune), avec un encaissement effectif en 2025.

Produits financiers des SCI : après un report constaté dans le compte financier 2023, le vote de la liquidation de la SCI Arc en Ciel a permis le remboursement du capital social, du boni de liquidation et de dividendes à hauteur de 698 K€, permettant un taux de réalisation de 114%.

2.1.4.3 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ET AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS

Recettes liées aux subventions d'investissement sur l'activité immobilière en 2024

		Recettes prévisionnelles	Recettes encaissées	% réalisation	Ecart
INV	Subvention d'investissement Ville	1 180 843,80	1 159 649,22	98,21 %	-21 194,58
INV	Subvention d'investissement ANRU	1 515 000,00	1 310 370,33	86,49 %	-204 629,67
INV	Subvention d'investissement Région	404 940,00	286 456,80	70,74 %	-118 483,20
INV	Subvention d'investissement FEDER	584 000,00	584 564,75	100,10 %	564,75
INV	Subvention d'investissement FRLA	1 551 097,00	1 406 828,80	90,70 %	-144 268,20
INV	Subvention d'investissement FNADT	184 065,00	0,00	0,00 %	-184 065,00
INV	Subvention d'investissement EPCI	844 906,10	854 952,74	101,19 %	10 046,64
INV	Subvention d'investissement DSIL	0,00	184 065,00		184 065,00
		6 264 851,90	5 786 887,64	92,37 %	-477 964,26





Le taux de réalisation de 92,37% est nettement meilleur à celui de 2023 qui s'élevait à 76,09%, les montants non-perçus étant liés à des glissements dans des calendriers de chantier (donc dans le calendrier des règlements permettant d'appeler les subventions).

2.2. Les dépenses globalisées (hors Plan France Très Haut Débit)

Consommation des enveloppes de crédits non fléchés de l'ANCT en 2024

	Crédits ouverts AE	EJs engagés	% conso. AE	DPs décaissées	% conso. CP
INGENIERIE	43 111 213,00	43 070 220,86	99,90 %	31 422 727,30	89,18 %
MASSE SALARIALE	31 500 000,00	30 810 449,39	97,81 %	30 810 449,39	97,81 %
PROG EUROPEENS	15 578 237,00	15 577 491,73	100,00 %	14 493 949,11	106,88 %
PROG NAT	19 716 488,00	20 074 737,53	101,82 %	19 285 943,04	89,24 %
PROJETS IMMO	15 409 562,00	13 076 092,58	84,86 %	12 158 623,21	83,57 %
SUPPORTS	8 343 817,00	7 302 468,54	87,52 %	6 711 830,66	80,63 %
VA - PROSPECTIVE	951 271,00	916 292,21	96,32 %	722 338,68	76,63 %
Total général	134 610 588,00	130 827 752,84	97,19%	115 605 861,39	91,95%

2.2.1 Les dépenses de personnel

2.2.1.1 LES EMPLOIS

Le plafond d'emplois de l'ANCT a été relevé à 371 ETPT en 2024 (+4 ETPT) justifié par le renforcement de l'équipe des chargés de mission territoriaux. En outre, le conseil d'administration a autorisé le recrutement de 18 ETPT hors plafond d'emplois.

Au 31 décembre 2024, l'ANCT a consommé 357,67 ETPT sous plafond et 20,5 ETPT hors plafond.

Cette sous-exécution du plafond d'emploi s'explique en premier lieu, de manière « mécanique », par le relèvement de ce plafond. Les recrutements étant réalisés progressivement au cours de l'année, une augmentation du plafond d'emploi en ETPT en année N ne se traduit pleinement sur l'exécution du plafond d'emploi qu'en année N+1. Les augmentations de plafond d'emploi, justifiées par les attributions nouvelles dont a pu bénéficier l'agence depuis sa création, demandent un temps de mise en œuvre et de stabilisation. La sous-exécution du plafond d'emploi en 2024 ne saurait être considérée comme révélatrice d'une absence de besoin en ressources





humaines. Cependant, il convient de préciser que ces recrutements effectués en cours d'année auront un effet en année pleine sur l'exercice 2025.

Ce temps de stabilisation se constate sur l'évolution des chiffres au cours des années, le taux de consommation s'améliorant constamment depuis 2022.

	Plafond d'emploi en ETPT	Consommation en ETPT	% consommation
2022	345	310,88	90,11%
2023	367	335,64	91,46%
2024	371	357,67	96,41%

Les délais de recrutement constatés en 2024 sont restés relativement longs, en raison du contexte concurrentiel du marché de l'emploi et sur lequel les administrations publiques rencontrent des difficultés en termes d'attractivité, notamment au niveau des rémunérations proposées.

L'agence envisage de saturer son plafond d'emploi pour l'exercice 2025.

2.2.1.2 LA MASSE SALARIALE

Le montant des crédits de personnel disponibles figurant au budget voté en 2024 sur lequel a été construite la programmation initiale d'un montant de 33,019 M€ a été revu à la baisse à 31,5 M€ lors du BR2 pour s'ajuster au plus près des prévisions d'exécution.

L'exécution au 31 décembre 2024 de la masse salariale est de 30,810 M€, dont 9,109 M€ pour les agents titulaires, 18,802 M€ pour les agents contractuels (dont 3,444 M€ consacrés aux contrats de droit privé), 0,396 M€ pour les contrats hors plafond. 2,502 M€ correspondent aux autres dépenses de personnel (taxes sur les salaires, action sociale, médecine de prévention, restauration).

L'exécution des dépenses de personnel au 31 décembre s'élève à 97,81% du budget voté au BR2.

2.2.2 Les dépenses support

Les dépenses de la ligne support concernent pour l'essentiel les services suivants : le secrétariat général (en particulier le service des moyens généraux et le service des systèmes d'information), le service communication et l'agence comptable. Ces dépenses présentent un taux de consommation en AE/CP respectivement de 87% et 81%.





Consommation des crédits de la ligne supports en 2024

	Crédits ouverts AE	AE conso.	% conso. AE	Crédits ouverts CP	CP conso.	% conso. CP
COM	2 231 000,00	1 681 389,52	75,36 %	2 115 616,15	1 582 499,38	74,80 %
DG	0,00	11 525,99		0,00	10 358,59	
SG	6 080 616,75	5 464 890,48	89,87 %	6 155 041,27	5 022 737,92	81,60 %
Dépenses transversales autres services	32 200,00	144 662,55	449,26 %	53 850,00	96 234,77	178,71 %
Total	8 343 816,75	7 302 468,54	87,52 %	8 324 507,42	6 711 830,66	80,63 %

2.2.3 Les dépenses liées à l'ingénierie

Consommation totale des crédits d'ingénierie en 2024

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
INGENIERIE	43 111 213,40	43 070 220,86	99,90 %	35 234 210,00	31 422 727,30	89,18 %
Total général	43 111 213,40	43 070 220,86	100%	35 234 210,00	31 422 727,30	89%

Bien qu'ayant doublé en 2024, le taux de consommation budget de l'INGENIERIE est de 100% en AE et 89% en CP.

2023

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
INGENIERIE	22 960 000,00	20 093 999,99	87,52 %	19 978 551,00	17 013 986,67	85,16 %
Total général	22 960 000,00	20 093 999,99	88%	19 978 551,00	17 013 986,67	85%

En exécution, l'activité INGENIERIE a suivi le doublement des crédits puisque l'on obtient en exécution quasiment le doublement en 2024 par rapport à 2023 (en AE/CP).





Consommation détaillée des crédits d'ingénierie en 2024 en AE et CP

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
ING-ACCOMP-MESURE	5 500 000,00	6 124 322,11	111,35 %	5 380 947,00	7 610 015,74	141,43 %
ING-ACV	2 421 866,40	2 311 866,40	95,46 %	1 000 000,00	674 350,04	67,44 %
ING-APPUI-PART	153 200,00	153 120,00	99,95 %	153 200,00	318 432,00	207,85 %
ING-DEC	16 500 000,00	16 499 591,11	100,00 %	9 750 000,00	3 714 106,08	38,09 %
ING-ETUDES-PRE-OPE	6 600,00	6 600,00	100,00 %	6 600,00	6 600,00	100,00 %
ING-FAB-PROSP	508 506,00	345 172,80	67,88 %	663 463,00	660 209,76	99,51 %
ING-INclus	0,00	0,01	#DIV/0!	450 000,00	678 308,72	150,74 %
ING-INCUB TRANSNUM	4 250 000,00	4 235 630,38	99,66 %	3 950 000,00	3 993 630,29	101,10 %
ING-MO	981 000,00	993 044,48	101,23 %	1 441 000,00	1 514 354,48	105,09 %
ING-NLNL	712 271,00	720 370,97	101,14 %	600 000,00	394 924,44	65,82 %
ING-PVD	6 200 000,00	6 200 000,00	100,00 %	6 200 000,00	6 200 000,00	100,00 %
ING-RUR	500 000,00	420 000,01	84,00 %	670 000,00	554 519,55	82,76 %
ING-TEC-TE	1 421 000,00	1 310 409,69	92,22 %	1 349 000,00	1 284 009,69	95,18 %
ING-TERR-TI	2 320 000,00	2 240 367,50	96,57 %	2 320 000,00	2 221 082,00	95,74 %
ING-TOURISME	1 636 770,00	1 509 725,40	92,24 %	1 300 000,00	1 598 184,51	122,94 %
Total INGENIERIE	43 111 213,40	43 070 220,86	100%	35 234 210,00	31 422 727,30	89%

FOCUS INGENIERIE – ENVELOPPE DECONCENTREE

La dynamique d'engagement, en 2024, est liée également à la déconcentration d'une partie des crédits à destination des préfets. L'enveloppe allouée a été renforcée dans le cadre du BR2-2024 pour atteindre des crédits ouverts en AE à hauteur de 16,5 M€. Le compte financier 2024 présente une consommation de 100% en termes d'AE.

2.2.4 Les dépenses liées aux programmes européens

Consommation des crédits liés aux programmes européens en 2024

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
EUROPACT	3 214 461,68	2 409 802,99	75%	2 618 361,17	2 730 788,32	104%
Reserve Ajustement Brexit	0,00	76 272,00	#DIV/0!	188 388,00	188 388,00	100%
SYNERGIE	7 041 701,00	7 650 331,50	109%	6 610 179,69	7 361 499,63	111%
URBACT	5 322 073,88	5 441 085,24	102%	4 144 511,15	4 213 273,16	102%
Total général	15 578 236,56	15 577 491,73	100,00%	13 561 440,01	14 493 949,11	106,88%





Par rapport au compte financier 2023, l'exercice 2024 présente des prévisions de meilleur calibrage au regard des taux de consommation. La fin de l'exercice 2024 dans un contexte national relatif aux incertitudes pesant sur le PLF 2025, a accéléré la réception et le paiement des factures fournisseurs, expliquant en partie un léger dépassement sur les CP.

Le deuxième élément expliquant des taux de consommation en AE /CP nettement meilleurs qu'en 2023, est l'impact d'une meilleure maîtrise et connaissance des process relatifs aux programmes URBACT (III et IV) ayant intégrés l'ANCT au 1er janvier 2023. Est à ajouter à ce point le chevauchement de deux programmes URBACT, fin du programme III en 2023 et début d'URBACT IV en 2024.

Pour rappel : Les taux de consommation 2023 des dépenses liées aux programmes s'élèvent à 78 % en AE et 87 % en CP.

2.2.5 Les dépenses liées aux projets immobiliers (futur budget annexe 2025)

Consommation des AE sur l'activité immobilière de l'ANCT en 2024

		Crédits ouverts AE - BR2-2024	EJs engagés	% conso. AE	Disponible AE
AOS-PAO	Exploitation	3 217 762,71	3 211 891,84	99,82 %	5 870,87
AOS-PAO	Investissements	12 135 799,35	9 863 749,24	81,28 %	2 272 050,11
Total AOS-PAO		15 353 562,06	13 075 641,08	85,16 %	2 277 920,98

L'exécution en AE s'élève à :

- 99,8% en ce qui concerne l'exploitation des centres commerciaux (96,6% en 2023),
- 81,28% des crédits ouverts en ce qui concerne les investissements (97,4% en 2023).

Le taux de consommation global en AE est en baisse par rapport à 2023 notamment pour la ligne investissements. Le recul de ce taux par rapport à l'exercice 2023 est principalement dû à l'annulation de l'acquisition en Vente Marché Travaux de la tranche 2 du site d'Amiens – Colvert, en raison d'une absence d'entente sur le montage juridique avec l'acquéreur.





Consommation des CP sur l'activité immobilière de l'ANCT en 2024

		Crédits ouverts CP - BR2-2024	DPs décaissées	% conso. CP	Disponible CP
AOS-PAO	Exploitation	3 086 762,71	2 784 798,22	90,22 %	301 964,49
AOS-PAO	Investissements	11 463 081,11	9 373 373,49	81,77 %	2 089 707,62
Total AOS-PAO		14 549 843,82	12 158 171,71	83,56 %	2 391 672,11

L'exécution en CP s'élève à :

- 90,2% en ce qui concerne l'exploitation des centres commerciaux (90,2% en 2023),
- 81,8% des crédits ouverts en ce qui concerne les investissements (92,6% en 2023).

Le taux de consommation global en CP est en baisse par rapport à 2023 notamment pour la ligne investissements.

L'exploitation des centres commerciaux : la consommation en CP atteint 90,2% des crédits ouverts en 2024, le différentiel s'expliquant principalement par des lancements tardifs de gros travaux d'investissement occasionnant des facturations sur l'exercice suivant. Cet indicateur est stable par rapport à 2023.

Les investissements : la consommation en CP atteint 81,77% des crédits ouverts en 2023. Cet écart est principalement dû à l'annulation de l'acquisition du site d'Amiens Colvert évoqué précédemment (1,3M€), ainsi qu'à un appel de fond arrivé tardivement (après la clôture des paiements) sur l'acquisition en Vente Marchés Travaux de Montpellier et réglé en 2025 (0,4M€).

2.2.6 Les dépenses sur les programmes nationaux

Consommation des crédits de la ligne programmes nationaux en 2024 (hors crédits fléchés)

	Crédits ouverts AE	Els engagés	% conso. AE	Disponible AE	Crédits ouverts CP	DPs décaissées	% conso. CP	Disponible CP
AOS	0,00	5 580,12		-5 580,12	0,00	5 580,12		-5 580,12
DG	463 000,00	293 375,62	63,36 %	169 624,38	463 000,00	174 969,29	37,79 %	288 030,71
NUM	8 076 949,42	9 120 843,20	112,92 %	-1 043 893,78	7 642 763,89	6 242 429,34	81,68 %	1 400 334,55
POL-VIL	4 211 008,00	3 944 543,73	93,67 %	266 464,27	4 075 407,62	4 422 078,34	108,51 %	-346 670,72
SG	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
TERR-RUR	6 965 530,81	6 710 394,86	96,34 %	255 135,95	9 430 164,51	8 440 885,95	89,51 %	989 278,56
Total général	19 716 488,23	20 074 737,53	101,82 %	-358 249,30	21 611 336,02	19 285 943,04	89,24 %	2 325 392,98

Le taux de consommation des crédits liés aux programmes nationaux atteint respectivement 102% en AE et 89,24% (2023 : 70,4% en AE et 75,5% en CP).





2.2.7 Les dépenses de veille et prospective

Consommation des crédits veille et perspective en 2024

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
VA - PROSPECTIVE	951 270,76	916 292,21	96,32 %	942 570,76	722 338,68	76,63 %

Les taux de consommation sont de 96% en AE (32% en 2023) et de 96% en CP (97% en 2023).

3. Les recettes et les dépenses relatives aux dispositifs nationaux fléchés

3.1. Les recettes – dispositifs fléchés

Réalisation des recettes sur le plan de relance par dispositif en 2024

Dispositifs fléchés	BR2-2024	Réalisation	%	Ecart (VAL)
Fonds RLA 2 - Frais de gestion	300 000 €	300 000 €	100%	0 €
Fonds RLA 2 - Subvention	11 851 584 €	11 851 584 €	100%	0 €
FD-Reconquête commerciale	18 860 322 €	18 860 322 €	100%	0 €
PFR Avenir Montagne	0 €	1 275 000 €		1 275 000 €
PFR Foncières Frais de gestion	240 000 €	240 000 €	100%	0 €
PFR Foncières Subvention	10 800 000 €	10 800 000 €	100%	0 €
PFR Inclusion Numérique	7 733 293 €	6 708 221 €	87%	-1 025 072 €
Total général	49 785 198 €	50 035 126 €	101%	249 928 €

Le taux de réalisation des recettes dispositifs fléchés atteint 101%, lié en partie à un encaissement relatif aux crédits relance « Avenir Montagne ».

3.1.1. Fonds de restructuration des locaux d'activité (PFR foncièreS et FRLA 2)

Pour rappel, la convention de gestion entre l'Etat et l'ANCT confie à l'agence la mise en œuvre les dispositions de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 relative à l'action « Rénovation des commerces » du programme 364 « Cohésion » dans le cadre du plan France relance. Dans le cadre de l'action de redynamisation des commerces de proximité du plan de relance, la mesure « Fonds de restructuration des locaux d'activité » porte sur le financement du





déficit des opérations de restructuration immobilière dans les centres villes et les quartiers de la politique de la ville, confrontés à des problématiques de vacance commerciale.

Dispositifs fléchés	BR2-2024	Réalisation	%	Ecart (VAL)
Fonds RLA 2 - Frais de gestion	300 000 €	300 000 €	100%	0 €
Fonds RLA 2 - Subvention	11 851 584 €	11 851 584 €	100%	0 €
PFR Foncières Frais de gestion	240 000 €	240 000 €	100%	0 €
PFR Foncières Subvention	10 800 000 €	10 800 000 €	100%	0 €
Total général	23 191 584 €	23 191 584 €	100%	0 €

En ce qui concerne les recettes liées au Plan France Relance (PFR) et aux fonds fonciers, ainsi qu'au FRLA 2 (Fonds de Reconversion des Locaux d'Activité 2), les prévisions BR2-2024 sont atteintes à 100%.

3.1.2. Fonds de reconquête commerciale

Les recettes présentent un taux de réalisation de 100%.

Reconquête commerciale	Recettes prévisionnelles	Réalisation
FD-SOUT-COMM-COM-RUR (communes rurales)	10 264 322 €	10 264 322 €
FD-SOUT-COMM-ENT-VIL (entrées de ville)	8 436 000 €	8 436 000 €
FD-SOUT-COMM-FG	160 000 €	160 000 €
TOTAL	18 860 322 €	18 860 322 €

3.1.3. Inclusion numérique

Pour rappel, le volet relatif à l'inclusion numérique du plan de relance comporte trois actions : le déploiement sur le territoire de conseillers numériques (axe 1), l'action de soutien aux lieux d'inclusion numérique (axe 2) et la généralisation d'Aidants Connect (axe 3).

Les recettes inclusion numérique atteignent un taux de réalisation de 87%. L'encaissement le plus important s'élève à 6,395 M€ dans le cadre du déploiement du dispositif « Conseillers numériques France Services » (financement : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION).

3.1.4. Avenir Montagne

Un montant était inscrit au BR1-2024, mais par erreur, n'a pas été reconduit au BR2-2024.





Il s'agit du versement 2024 (1,275 M€) conformément à la convention relative à la gestion de l'appel à manifestation d'intérêt « AVENIR MONGTAGNE MOBILITES » signée en août 2022 entre l'ANCT et l'Etat représenté par le DGCL qui prévoit un dernier versement de 2,5 M€ en 2025.

3.2. Les dépenses – dispositifs fléchés

Le taux de consommation des AE pour les dispositifs fléchés s'élève à 96% (contre 76% en 2023) et pour les crédits de paiement on constate un taux de réalisation à 92% (contre 61% en 2023).

Consommation des crédits liés aux dispositifs fléchés en 2024

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
PFR - Foncières	50 000,00	44 239,34	88,48 %	9 094 929,50	8 864 450,74	97,47 %
Fonds RLA 2	25 669 645,00	25 667 944,75	99,99 %	5 276 631,25	4 133 085,00	78,33 %
FD-Soutien commerces	31 588 971,67	30 779 811,97	97,44 %	8 525 831,74	7 888 325,53	92,52 %
Pass Numérique / France Numérique Ensemble	7 450 000,00	5 215 696,79	70,01 %	7 700 000,00	5 471 548,55	71,06 %
PFR-INCLUSION NUMERIQUE		453 552,24		4 194 874,00	5 009 103,41	119,41 %
PFR-TRANSNUM				4 940 584,75	4 708 178,79	95,30 %
PFR - INGENIERIE en faveur de la RURALITE					208 032,20	
PFR-AVENIR MONTAGNE INGENIERIE					339 290,69	
Total général	64 758 616,67	62 161 245,09	95,99 %	39 732 851,24	36 622 014,91	92,17 %

3.2.1. Fonds de restructuration des locaux d'activité (PFR foncièreS et FRLA 2)

Les taux de consommation s'élèvent respectivement en AE à 100% et en CP 90%.

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
PFR - Foncières	50 000,00	44 239,34	88,48 %	9 094 929,50	8 864 450,74	97,47 %
Fonds RLA 2	25 669 645,00	25 667 944,75	99,99 %	5 276 631,25	4 133 085,00	78,33 %
Total général	25 719 645,00	25 712 184,09	99,97 %	14 371 560,75	12 997 535,74	90,44 %

Plan France Relance – « Foncières » - FRLA 1 : les AE liées au FRLA 1 ont été totalement engagées sur les exercices précédents. Au regard de la situation en BR2-2024, une baisse des CP a été réalisée. En effet, de nombreux porteurs de projets ont connu des retards dans la réalisation de leurs opérations, ce qui entraîne un décalage des décaissements et donc une consommation en CP de 97%.





FRLA 2 : taux de consommation en AE 100% et 78% en CP.

3.2.2. Le fond soutien aux commerces

	Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
FD-SOUT-COMM_COM-RUR (communes rurales)	8 367 053,67	8 097 533,90	96,78 %	4 982 831,74	4 669 149,06	93,70 %
FD-SOUT-COMM_ENT-VIL (entrées de ville)	23 178 918,00	22 675 813,00	97,83 %	3 500 000,00	3 216 711,40	91,91 %
FD-SOUT-COMM_FONCT	43 000,00	6 465,07	15,04 %	43 000,00	2 465,07	5,73 %
Total général	31 588 971,67	30 779 811,97	97,44 %	8 525 831,74	7 888 325,53	92,52 %

Les taux de consommation s'élèvent à 97% en AE et 92% en CP.

3.2.3. Les dispositifs numériques (fléchés)

		Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
FD-FNE	FD-01 DFN	2 000 000,00	1 472 078,80	73,60 %	1 950 000,00	1 535 057,10	78,72 %
FD-FNE	FD-02 Outil Num	1 950 000,00	1 998 257,99	102,47 %	2 250 000,00	2 109 037,27	93,73 %
FD-FNE	FD-03 FDN	3 500 000,00	1 724 492,00	49,27 %	3 500 000,00	1 555 858,00	44,45 %
FD-FNE	FD-04 REC NUM	0,00	20 868,00		0,00	20 868,00	
FD-PASS-NUM	FD-PASS-NUM	0,00	0,00		0,00	250 728,18	
PFR-INclus AXE 01	PFR-INclus AXE 01	0,00	4 352,24		3 696 874,00	3 561 784,11	96,35 %
PFR-INclus AXES 02/03	PFR-INclus AXES 02/03	0,00	449 200,00		498 000,00	1 447 319,30	290,63 %
PFR-TRANSNUM	PFR-INCUB-ING-F.Opé	0,00	0,01		3 033 551,75	2 988 437,04	98,51 %
PFR-TRANSNUM	PFR-INCUB-SUBV-PROJ	0,00	0,00		1 907 033,00	1 719 741,75	90,18 %
TOTAL général		7 450 000,00	5 669 249,04	76,10 %	16 835 458,75	15 188 830,75	90,22 %

Au total une consommation en AE de 76% et 90% pour les CP.

3.2.4. Pass numérique / France Numérique Ensemble / Inclusion numérique

Pour rappel : les financements initialement dévolus à la mise en œuvre des pass numériques à hauteur 15 M€ sont réorientés sur les années 2023-2024 en faveur de la mise en œuvre opérationnelle de la feuille de route France Numérique Ensemble, conformément à l'avenant à la convention de transfert DGCL – ANCT signé le 31 mai 2023.

La feuille de route France Numérique Ensemble prend le relais des dispositifs et initiatives déployées dans le cadre du plan France relance.





3.2.5. Autres dispositifs

		Crédits ouverts AE	EJ engagés	% conso. AE	Crédits ouverts CP	DP décaissées	% conso. CP
PFR-INclus AXE 01	PFR-INclus AXE 01	0,00	4 352,24		3 696 874,00	3 561 784,11	96,35 %
PFR-INclus AXES 02/03	PFR-INclus AXES 02/03	0,00	449 200,00		498 000,00	1 447 319,30	290,63 %
PFR-TRANSNUM	PFR-INCUB-ING-F.Opé	0,00	0,01		3 033 551,75	2 988 437,04	98,51 %
PFR-TRANSNUM	PFR-INCUB-SUBV-PROJ	0,00	0,00		1 907 033,00	1 719 741,75	90,18 %
TOTAL général		0,00	453 552,25		9 135 458,75	9 717 282,20	106,37 %

Les autres dispositifs relevant initialement du Plan France Relance ne consomment quasiment que des CP sur 2024 (PFR-Inclusion numérique axes 01,02 et 03, PFR-Transition numérique incubateur). La consommation budgétaire pour les crédits relances « inclusion numérique » s'explique par le remboursement de la part d'Unifonction rendant des crédits mobilisables. Les derniers paiements sur ces dispositifs devraient avoir lieu en 2025.

4. Le solde budgétaire

L'exécution 2024 présente un solde budgétaire excédentaire de 27,227 M€.

Réalisation en recettes par rapport au BR2-2024 :

- 98% de réalisation par rapport au BR2-2024, soit une moins-value de 2,817 M€

Consommation en dépenses par rapport au BR2-2024 :

- 97% en AE, soit une sous-consommation de 6,380 M€,
- 92% en CP, soit une sous-consommation de 13,229 M€

Le solde budgétaire excédentaire est lié d'une part à la sous-consommation en CP et d'autre part à la réalisation quasi-intégrale des recettes.

Hors fonds et PFR, le solde budgétaire est excédentaire de 13,814 M€.





5. Les restes à payer (RAP)

Niveau final des restes à payer

1	Niveau initial de restes à payer	130 691 510,96 €
	dont reste à payer sur crédits fléchés	86 929 841,94 €
	dont reste à payer sur crédits non fléchés	43 761 669,02 €
2	variation des restes à payer sur	35 409 816,46 €
	dont reste à payer sur crédits fléchés	21 303 501,39 €
	dont reste à payer sur crédits non fléchés	14 106 315,07 €
3 (1-2)	Niveau final des restes à payer	166 101 327,42 €
	dont reste à payer sur crédits fléchés	108 233 343,33 €
	dont reste à payer sur crédits non fléchés	57 867 984,09 €

Les restes à payer par destination à fin 2024

A FIN 2024		Par rapport à fin 2023	
Destinations	Reste à payer	En valeur	En %
Fonds et PFR	108 245 523,33 €	25 969 231,86 €	32%
Ingénierie	22 139 868,03 €	11 311 424,92 €	104%
Masse salariale	3 739,53 €	1 148,05 €	44%
Programmes européens	12 096 737,76 €	787 417,89 €	7%
Programmes nationaux	7 828 942,84 €	- 3 775 211,29 €	-33%
Projets immobiliers	10 904 549,61 €	580 379,83 €	6%
Supports	4 425 297,98 €	472 620,22 €	12%
Veille et alerte - Prospective	456 668,34 €	62 804,95 €	16%
Total général	166 101 327,42 €	35 409 816,43 €	27%





Au global les RAP à fin 2024 augmentent de 27% par rapport à fin 2023, soit +35 M€.

Deux facteurs importants en 2024 expliquent ce constat :

- Sur les fonds et crédits relance les AE consommés s'élèvent à 64,759 M€ alors que les CP consommés s'élèvent à 36,622 M€, sous l'effet de l'ouverture de nouvelles enveloppes au titre des fonds commerce ;
- Le doublement des crédits ingénierie, passant de 20 M€ à 40 M€ prévisionnels, qui s'est traduit également par une augmentation des restes à payer à cet égard.

Ainsi, ces deux destinations (fonds et PFR et ingénierie) expliquent à elles seules l'augmentation des restes à payer de l'agence.

6. La trésorerie

La trésorerie au 31 décembre 2024 s'élève à 135,827 M€ dont :

- 56,987 M€ de trésorerie fléchée,
- 26,660 M€ de trésorerie non fléchée hors plan France très haut débit (FTHD),
- 52,180 M€ de trésorerie non fléchée au titre de la gestion pour compte de tiers du plan FTHD.

Au global ANCT

Trésorerie non fléchée	78 840 412,87
Trésorerie fléchée	56 987 114,57
TOTAL	135 827 527,44

Variation de trésorerie : un prélèvement sur trésorerie de 64,102 M€

	INITIAL 2024	Variation	STOCK FINAL 2024
TRESORERIE ANCT	199 929 951,23	-64 102 423,95	135 827 527,28
dont niveau initial de la trésorerie fléchée	43 592 735,00	13 394 379,41	56 987 114,41
dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	19 122 652,71	7 537 261,40	26 659 914,11
dont niveau initial de la trésorerie non fléchée PFTHD	137 214 563,52	-85 034 064,76	52 180 498,76

Hors PFTHD, on constate un abondement sur trésorerie de 21,592 M€.





INITIAL 2024	Variation	STOCK FINAL 2024
--------------	-----------	---------------------

TRESORERIE ANCT (hors PFTHD)	62 715 387,71	20 931 640,81	83 647 028,52
dont niveau initial de la trésorerie fléchée	43 592 735,00	13 394 379,41	56 987 114,41
dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	19 122 652,71	7 537 261,40	26 659 914,11

Le solde de trésorerie non fléchée hors FTHD permettra d'absorber les besoins de l'agence, en 2025, au regard du BI 2025 voté en déficit en novembre dernier qui aboutit à un solde de trésorerie non fléchée prévisionnel à fin 2025 de 10,804 M€.

Par ailleurs, la trésorerie PFTHD présente un prélèvement sur trésorerie de 85,034 M€.

INITIAL 2024	Variation	STOCK FINAL 2024
--------------	-----------	---------------------

TRESORERIE Plan France Très Haut Débit (PFTDH)	137 214 563,52	-85 034 064,76	52 180 498,76
---	-----------------------	-----------------------	----------------------

7. La situation patrimoniale de l'ANCT : les indicateurs

7.1. Le résultat 2024

Le compte de résultat regroupe, au cours d'un exercice comptable, l'ensemble des produits et charges y compris les charges et produits calculés.

Le résultat 2024 de l'ANCT est excédentaire pour un montant de 6 197 269,97 €.

7.2. La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement (CAF) représente l'état des flux de trésorerie générés par l'activité courante pour financer les investissements futurs.

La capacité d'autofinancement de l'agence s'élève à 11 575 014,55 €.





Rappel : CAF = Résultat de l'exercice + Charges calculées (Dotations aux amortissements et provisions) - Produits calculés (reprises sur dotations aux amortissements et provisions) + Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (comptes 675) - Produits de cession des éléments d'actifs cédés (compte 775)

7.3. Le fonds de roulement (FR) et le besoin en fonds de roulement (BFR)

L'augmentation du fonds de roulement (FR) s'élève à 18 196 746,46€.

Le niveau final du besoin en fonds de roulement s'élève à - 99 256 484,21€ lié à la trésorerie des dispositifs fléchés et au solde de trésorerie constitué pour le plan FTHD.

8. Les filiales

8.1. Résultat 2024

Pour les filiales, le résultat 2024 est encore provisoire. Il peut à ce stade être ainsi présenté.

Résultats des filiales de l'ANCT en 2024 (en k€)

FILIALE	VILLE	Résultat cumulé au 31/12/2021	Résultat exercice 2022	Résultat définitif exercice 2023	Résultat provisoire exercice 2024	Résultat cumulé au 31/12/2024
SAS LES GIBJONCS	BOURGES	-1 035	-69	-99	-61	-1 264
SCI ARC EN CIEL	GARGES	888	3 167	0	-307	3 748
SCI PLATEAU DE HAYE	NANCY	280	10	17	297	604
SCI FONCIEREMENT QUARTIER	MULTI SITES	-1 310	-411	-69	822	-968
SCI VANDOEUVRE BIZET	VANDOEUVRE	26	12	12		50
TOTAUX		-1 151	2 709	-139	751	2 170

8.1.1. Centre les Gibjoncs à Bourges

Le résultat de la SAS les Gibjoncs s'élevait à -99 K€ en 2023. Le résultat pour 2024 est attendu à - 61 K€. Un apport en compte courant a été voté par les associés en 2023 à hauteur de 80 K€ par associé, soit 160 K€. Une partie de cet apport a été réalisée en avril 2023 à hauteur de 30 K€ par associé, soit 60 K€.





Le solde (soit 50 K€ par associé) a été réalisé en janvier 2024. La vente au profit de la commune moyennant l'euro symbolique est intervenue début 2024 (au lieu de décembre 2023). Comme suite de cette cession, la liquidation de la SAS sera engagée en 2025.

8.1.2. Centre Commercial Arc-en-Ciel à Garges-lès-Gonesse

Le site a été vendu en juillet 2021 pour un montant de 5,8 M€. Un dividende a été versé aux actionnaires (part ANCT de 1,75 M€) et les comptes courants d'associés ont été remboursés (400 K€ pour l'ANCT).

Le résultat négatif est notamment dû au fait que la société n'a pas pu être liquidée en 2023, ce qui a engendré des frais de gestion. En effet l'agence comptable n'a pu réaliser les comptes de clôture dans les temps, d'où le fait que nous ayons mandaté un prestataire extérieur.

La liquidation de la SCI a été votée par les associés en 2024 et est en cours de formalisation.

Le remboursement du capital social (586 200€ pour la part ANCT) et le boni de liquidation (6 127,26€ pour la part ANCT) ont été versés en 2024.

8.1.3. Centre Commercial du Plateau de Haye à Nancy

Le résultat provisoire 2024 est attendu à 297 K€.

Le centre compte actuellement trois locaux vacants : le local anciennement de l'auto-école pour lequel plusieurs pistes de location sont à l'étude en partenariat avec la collectivité, le local coiffure dont le locataire a donné congé mi-2024 et le local anciennement de l'opticien qui a subi des dégradations lors des émeutes de juillet 2023.

Au regard de la situation économique du site, la cession du centre n'interviendra probablement pas avant 2027 pour tenir compte de l'avancée du projet de renouvellement urbain.

Un remboursement de compte courant d'associé a été effectué en 2023 à hauteur de 66 K€ par associé (pour mémoire, un remboursement de compte courant d'associé avait été effectué en 2022 à hauteur de 75 K€ par associé). Cependant la trésorerie de cette SCI fait l'objet d'une attention particulière des équipes PAO.





8.1.4. Foncièrement Quartier (chiffres incomplets et encore non finalisés)

Le résultat 2023 affichait une perte de 69 K€. Le résultat provisoire 2024 devrait s'élever à 822 K€.

Conformément au plan d'affaires, les résultats d'exploitation des premières années de la SCI sont en déficit compte tenu des frais de financement des acquisitions. Ces derniers seront en baisse constante au fur et à mesure des remboursements d'emprunts.

Après l'apport de Beuvrages en 2020, le plan patrimonial a été stoppé en 2021 du fait d'incertitudes sur la possibilité pour la SCI de financer ces opérations avec un emprunt bancaire. Les associés ont validé au deuxième semestre 2022 la mise en place d'un nouvel emprunt, afin de poursuivre le plan d'affaires avec les dernières acquisitions programmées de Bron, Champigny-sur-Marne et Mont-Saint-Martin, ainsi que l'apport de Bruay-sur-Escaut Thiers.

Les démarches tendant à obtenir un emprunt n'ont pu aboutir et les conditions imposées par la Caisse des dépôts et consignations pour se constituer prêteur sont intenable.

Les associés statueront donc sur le sort des dernières acquisitions, lors du renouvellement de leurs engagements dans Foncièrement Quartier, aux termes du nouveau plan d'affaire de la société.

8.1.5. Pôle artisanal Bizet à Vandœuvre-lès-Nancy

Après un résultat arrêté à 12 K€ en 2023, le résultat 2024 devait être en ligne du même ordre de grandeur. Le pôle artisanal a été acquis par la SCI auprès de l'EPARECA le 7 septembre 2018.

Cette filiale est la seule dont l'ANCT n'est pas gérante. Le gérant de la SCI est le CAREP qui en est aussi l'un des associés. Le pôle artisanal est totalement occupé et fonctionne bien.

8.2. Bilan de l'actif détenu par l'ANCT

Les clôtures des comptes 2024 des filiales ne sont pas encore finalisées.



TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	371	18	389

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	Exécution au 31 décembre 2024					
	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT 2024	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	357,67	30 414 013 €	20,5	396 437 €	378,17	30 810 449 €
1 - TITULAIRES	95,38	9 109 131 €			95,38	9 109 131 €
* Titulaires État	95,38	9 109 131 €			95,38	9 109 131 €
* Titulaires organisme (corps propre)						
2 - CONTRACTUELS	262,29	18 802 199 €			262,29	18 802 199 €
* Contractuels de droit public	224,96	15 358 047 €			224,96	15 358 047 €
δCDI	80,91	6 164 057 €			80,91	6 164 057 €
δCDD	139,23	8 433 518 €			139,23	8 433 518 €
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	4,82	760 472 €			4,82	760 472 €
* Contractuels de droit privé	37,33	3 444 152 €			37,33	3 444 152 €
δCDI	37,07	3 434 140 €			37,07	3 434 140,0 €
δCDD	0,26	10 012 €			0,26	10 011,6 €
3 - CONTRATS AIDES			20,5	396 437 €	20,5	396 436,8 €
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)		2 502 682,9 €				2 502 682,9 €

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité (Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	2	79 668,4 €
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	1	79 668,4 €
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	1	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (Mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	19,33	652 014,7 €
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	7,20	652 014,7 €
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	12,13	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires Compte financier 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES					RECETTES		
	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024		Montants exécutés		BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés	
	AE	CP	AE	CP			
Personnel	31 500 000	31 500 000	30 810 449	30 810 449	122 986 682	121 935 916	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>					82 397 025	84 270 710	Subvention pour charges de service public
					9 450 000	9 450 000	Subvention pour charges d'investissement
					1 485 000	654 065	Autres financements de l'Etat
					-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	70 163 829	67 007 234	69 709 723	60 148 057	21 105 539	20 226 154	Autres financements publics
					8 549 118	7 334 988	Recettes propres
Intervention	78 230 079	45 912 114	74 744 008	42 600 967			
					59 285 698	57 519 099	Recettes fléchées*
					-	-	Subvention pour charges d'investissement fléchée
					55 848 198	54 059 414	Autres financements de l'Etat fléchés
Investissement	19 475 297	21 037 411	17 724 818	18 668 403	3 437 500	3 459 685	Autres financements publics fléchés
					-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	199 369 205	165 456 759	192 988 998	152 227 876	182 272 380	179 455 016	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		16 815 621		27 227 139			SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
FONDS et PFR	-	-	3 407 017	8 375 840	58 754 228	26 188 675	-	2 057 499	62 161 245	36 622 015
INGENIERIE	-	-	30 459 756	19 542 548	12 610 465	11 880 179	-	-	43 070 221	31 422 727
MASSE SALARIALE	30 810 449	30 810 449							30 810 449	30 810 449
PROG EUROPEENS	-	-	12 402 810	9 548 241	1 262 568	2 285 436	1 912 114	2 660 272	15 577 492	14 493 949
PROG NAT	-	-	13 021 612	13 108 901	2 071 747	2 201 677	4 981 379	3 975 366	20 074 738	19 285 943
PROJETS IMMO	-	-	2 384 486	2 343 049			10 691 606	9 815 574	13 076 093	12 158 623
SUPPORTS	-	-	7 162 750	6 552 139	-	-	139 719	159 691	7 302 469	6 711 831
VA - PROSPECTIVE	-	-	871 292	677 339	45 000	45 000	-	-	916 292	722 339
TOTAL	30 810 449	30 810 449	69 709 723	60 148 057	74 744 008	42 600 967	17 724 818	18 668 403	192 988 998	152 227 876
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B										27 227 139,30

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES										
	Recettes globalisées						Recettes fléchées				Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SCSP	84 270 710										84 270 710
SCI		9 450 000									9 450 000
Cessions, revente et boni de liquidation (HT)						3 370 235					3 370 235
Exploitation - activités commerciales (HT)						3 524 495					3 524 495
Subventions - investissement			184 065		5 602 823	18 041					5 804 929
financements européens - SYNERGIE					1 941 033						1 941 033
financements européens - PCE					1 131 452						1 131 452
financements européens - RAB					760 193						760 193
Financement collectivités					419 228				321 209		740 436
Financement : conventions et transferts			470 000		60 791			5 015 000	2 147 764		7 693 555
Autres ressources propres						422 216					422 216
Financement URBACT					10 310 635						10 310 635
Plan France Relance - MONTAGNE								1 275 000			1 275 000
Plan France Relance Agenda rural - (Ingénierie ruralité)											-
Plan France Relance - INCLUSION NUMERIQUE								5 717 508	990 713		6 708 221
Plan France Relance - TRANSITION NUMERIQUE											-
Plan France Relance - FONCIERES - RLA								11 040 000			11 040 000
Plan France Relance - MANUFACTURES de PROXIMITE											-
Soutien commerces communes rurales								7 660 322			7 660 322
Soutien aux commerces reconquête commerciale								11 200 000			11 200 000
Abondement FRLA 2								12 151 584			12 151 584
Fond Vert soutien à l'ingénierie											-
TOTAL	84 270 710	9 450 000	654 065	-	20 226 154	7 334 988	-	54 059 414	3 459 685	-	179 455 016
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C											-

TABLEAU 4
Equilibre financier Compte financier 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS			FINANCEMENTS		
	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*			16 815 621	27 227 139	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal					dont Budget Principal
dont Budget Annexe					dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-	57 055	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	356 254 096	320 398 705	230 518 987	233 818 960	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	54 319	95 360	- 4 500 000	- 4 597 403	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	356 308 415	320 551 120	242 834 608	256 448 696	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	-	113 473 807	64 102 424	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***		13 394 379	10 052 347		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)		-	- 123 526 151	- 77 496 803	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
dont abondement sur la trésorerie non fléchée hors FTHD			1 208 958	- 85 694 976	dont prélèvement sur la trésorerie non fléchée hors FTHD
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	356 308 415	320 551 120	356 308 415	320 551 120	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers Compte financier 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1) BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Débit (c1) exécuté	Crédit (c2) BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Crédit (c2) exécuté
Plan France Très Haut Débit		Convention de mandat PFTHD	354 323 109,28	318 290 143,72	229 588 000,00	232 595 167,36
TVA		TVA	1 930 987,00	2 108 561,48	930 987,00	1 223 792,98
Autres opérations non budgétaires		Autres opérations non budgétaires	54 319,00	152 414,50	- 4 500 000,00	- 4 597 403,50
TOTAL			356 308 415,28	320 551 119,70	226 018 987,00	229 221 556,84

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale Compte financier 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat exécuté

CHARGES	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés	PRODUITS	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés
Personnel	29 215 550	28 277 566	Subventions de l'Etat	144 430 223	106 573 249
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		3 874 550	Fiscalité affectée	0	0
Fonctionnement autre que les charges de personnel	80 807 234	85 162 472	Autres subventions	15 152 347	34 018 781
Intervention (le cas échéant)	45 912 114	41 920 191	Autres produits	14 744 489	20 965 469
TOTAL DES CHARGES (1)	155 934 898	155 360 229	TOTAL DES PRODUITS (2)	174 327 059	161 557 499
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	18 392 161	6 197 270	Résultat : perte (4) = (1) - (2)	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	174 327 059	161 557 499	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	174 327 059	161 557 499

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés
Résultat de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	18 392 161	6 197 270
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 600 000	10 341 713
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	800 000	1 036 004
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	7 200 000	11 331 722
- produits de cession d'éléments d'actifs	5 395 371	8 154 980
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	4 000 000	7 104 706
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	22 996 790	11 575 015

Etat exécuté de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés	RESSOURCES	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	22 996 790	11 575 015
Investissements	21 037 411	16 787 530	Financement de l'actif par l'État	12 450 000	10 027 502
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	12 743 000	367 146
			Autres ressources	5 395 371	12 950 948
Remboursement des dettes financières	0	326 196	Augmentation des dettes financières	0	389 861
TOTAL DES EMPLOIS (5)	21 037 411	17 113 725	TOTAL DES RESSOURCES (6)	53 585 161	35 310 472
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	32 547 750	18 196 746	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	0	0

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	32 547 750	18 196 746
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	146 021 554	82 299 170
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-113 473 804	-64 102 424
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	50 922 047	36 571 043
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-35 534 097	-99 256 484
Niveau final de la TRESORERIE	86 456 144	135 827 528

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	199 929 951	200 664 956	189 606 903	185 984 747	377 509 709	387 717 424	365 192 749	328 458 935	282 161 968	264 875 096	249 687 854	234 788 814	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	3 132	568 567	1 508 299	25 478 000	28 176 721	1 768 153	115 518	10 179 531	387 008	29 804 168	10 480 810	13 466 009	121 935 916
Subvention pour charges de service public	-	-	-	21 800 000	24 850 000	-	-	3 050 000	-	25 292 025	-	9 278 685	84 270 710
Subvention pour charges d'investissement	-	-	-	1 200 000	3 150 000	-	-	1 950 000	-	3 150 000	-	-	9 450 000
Autres financements de l'État	-	-	-	184 065	-	-	-	-	-	-	65 000	405 000	654 065
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics	-	351 806	977 238	46 869	131 312	1 132 095	25 000	3 901 579	241 359	1 083 170	9 298 979	3 036 748	20 226 154
Recettes propres	3 132	216 762	531 061	2 247 066	45 409	636 058	90 518	1 277 952	145 649	278 973	1 116 831	745 576	7 334 988
Recettes budgétaires fléchées	2 661	4 502 642	221 434	50 000	13 225	8 316	9 855	4 061 511	1 308 713	1 007 851	16 192 699	30 140 193	57 519 099
Subvention pour charges d'investissement fléchée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements de l'État fléchés	-	4 500 000	-	50 000	-	322	-	4 005 491	300 000	-	16 153 601	29 050 000	54 059 414
Autres financements publics fléchés	2 661	2 642	221 434	-	13 225	7 994	9 855	56 020	1 008 713	1 007 851	39 098	1 090 193	3 459 685
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations non budgétaires	2 801 395	- 898 802	5 275 393	180 460 070	1 843 413	- 1 353 447	5 500 228	- 9 894 903	- 484 719	7 879 118	46 717 751	- 8 623 940	229 221 557
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	180 000	3 028 452	101 551	181 583 468	5 380	96 751	6 665	342 172	25 205	210 004	48 207 872	31 443	233 818 960
TVA encaissée	180 000	21 284	101 551	83 468	5 380	96 751	6 665	342 172	25 205	210 004	119 872	31 443	1 223 793
PFTHD	-	3 007 167	-	181 500 000	-	-	-	-	-	-	48 088 000	-	232 595 167
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres encaissements d'opérations non budgétaires	2 621 395	- 3 927 254	5 173 842	- 1 123 397	1 838 033	- 1 450 198	5 493 563	- 10 237 075	- 509 924	7 669 115	- 1 490 121	- 8 655 383	4 597 403
A. TOTAL	2 807 188	4 172 407	7 005 126	205 988 070	30 033 358	423 022	5 625 601	4 346 139	1 211 001	38 691 138	73 391 260	34 982 262	408 676 572
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	1 930 801	6 689 930	6 000 724	9 720 617	5 280 743	14 091 142	8 247 270	8 368 702	5 958 676	11 468 813	13 120 171	24 709 542	115 587 129
Personnel	1 915 239	2 873 858	2 475 114	2 907 016	2 286 223	2 373 335	2 723 531	2 453 322	2 355 926	2 990 595	2 804 955	2 651 334	30 810 449
Fonctionnement	-	2 101 515	2 842 948	4 075 933	2 026 303	3 437 519	3 896 523	4 272 181	2 580 939	6 146 236	6 984 606	13 398 212	51 762 917
Intervention	-	518 236	92 908	1 562 437	324 369	6 442 700	445 138	515 911	273 711	385 566	588 585	5 262 731	16 412 292
Investissement	15 562	1 196 321	589 754	1 175 231	643 847	1 837 588	1 182 077	1 127 288	748 100	1 946 416	2 742 024	3 397 265	16 601 472
Dépenses liées à des recettes fléchées	-	1 301 066	3 692 859	3 575 289	1 201 929	2 444 875	2 726 718	805 961	626 963	2 766 701	4 835 144	12 663 240	36 640 747
Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	203 691	1 168 748	1 624 488	503 287	1 463 605	935 128	192 600	308 466	396 412	864 852	723 862	8 385 140
Intervention	-	1 097 375	1 914 724	1 737 084	685 222	921 887	1 783 418	502 304	318 497	2 360 857	3 970 292	10 897 017	26 188 675
Investissement	-	-	609 387	213 717	13 420	59 383	8 172	111 058	-	9 432	-	1 042 362	2 066 931
Opérations non budgétaires	141 383	7 239 463	933 699	1 167 202	13 342 972	6 411 681	31 385 426	41 468 443	11 912 234	39 642 867	70 334 985	96 570 766	320 551 120
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	6 766	33 033	9 010	228	-	-	-	5 282	-	2 736	-	57 055
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	-	6 981 831	1 304 018	226 011	13 349 857	6 382 743	31 397 534	41 564 322	11 962 222	39 809 859	91 821 632	75 598 676	320 398 705
TVA décaissée	-	308 821	80 923	140 211	117 476	102 413	187 481	102 452	80 056	249 148	282 066	457 514	2 108 561
PFTHD	-	6 673 010	1 223 094	85 800	13 232 381	6 280 331	31 210 053	41 461 870	11 882 166	39 560 711	91 539 566	75 141 162	318 290 144
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres décaissements d'opérations non budgétaires	141 383	250 867	- 403 352	932 182	- 7 114	28 937	- 12 108	- 95 879	- 55 270	- 166 992	- 21 489 383	20 972 090	95 360
B. TOTAL	2 072 184	15 230 459	10 627 282	14 463 108	19 825 643	22 947 698	42 359 414	50 643 107	18 497 873	53 878 380	88 290 300	133 943 548	472 778 996
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	735 004	- 11 058 052	- 3 622 156	191 524 962	10 207 716	- 22 524 676	- 36 733 813	- 46 296 968	- 17 286 872	- 15 187 242	- 14 899 040	- 98 961 286	64 102 424
SOLDE CUMULE (1) + (2)	200 664 956	189 606 903	185 984 747	377 509 709	387 717 424	365 192 749	328 458 935	282 161 968	264 875 096	249 687 854	234 788 814	135 827 528	

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées (crédits relance et fonds)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Périmètre : crédits relance et fonds

	Antérieures à N non dénouées	BR2 2024	Exécution 2024	2025	2026	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		43 592 735	43 592 735	56 987 115	58 415 762	
Recettes fléchées (b)	105 844 072	49 785 198	50 035 126	41 876 139	38 415 725	236 171 062
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						-
Autres financements de l'État fléchés	105 806 986	49 785 198	49 044 414	41 876 139	38 415 725	235 143 263
Autres financements publics fléchés	37 086	-	990 713	-	-	1 027 799
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	62 251 337	39 732 851	36 640 747	40 447 491	37 320 931	216 393 357
Personnel						
AE=CP	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement						
AE	33 184 726	3 035 500	3 387 217	293 000	177 500	37 042 443
CP	23 778 681	7 314 621	8 385 140	493 000	127 500	32 784 321
Intervention						
AE	115 170 880	61 723 117	58 463 287	30 807 370	-	204 441 538
CP	33 893 632	30 296 925	26 188 675	39 605 491	37 193 431	136 881 229
Investissement						
AE	6 775 055	-	-	-	-	6 775 055
CP	4 579 024	2 121 305	2 066 931	349 000	-	6 994 955
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	43 592 735	10 052 347	13 394 379	1 428 648	1 094 794	19 777 705

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)						-
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)						-
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	43 592 735	53 645 082	56 987 115	58 415 762	59 510 557	19 777 705

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT											
Suivi par regroupement d'opérations des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes : (Crédits relance et fonds)											
A - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement											
		Prévision	Exécution							Prévision N+1 et suivantes	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à 2024	AE consommées en 2024	TOTAL des AE consommées	CP consommés les années antérieures à 2024	CP consommés en 2024	TOTAL des CP consommés	Restes à payer	Solde à engager	Solde à payer
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (4) - (7)	(9) = (1) - (4)	(10) = (1) - (7)
Pass numériques	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	6 378 616,85	3 432 070,86	2 946 545,99	6 378 616,85	2 030 152,00	3 295 693,27	5 325 845,27	1 052 771,58	0,00	1 052 771,58
	Intervention	6 837 766,30	6 388 415,50	2 249 350,80	8 637 766,30	1 889 279,89	2 275 855,28	4 165 135,17	4 472 631,13	0,00	4 472 631,13
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	15 016 383,15	9 820 486,36	5 195 896,79	15 016 383,15	3 919 431,89	5 571 548,55	9 490 980,44	5 525 402,71	0,00	5 525 402,71
PFR - Foncières	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	1 749 795,74	256 421,33	43 853,64	300 274,97	245 381,33	43 664,94	289 046,27	11 228,70	1 449 520,77	1 460 749,47
	Intervention	58 200 000,00	58 172 070,49	385,70	58 172 456,19	9 161 602,45	8 820 785,80	17 982 388,25	27 543,81	40 190 067,94	40 217 611,75
	Investissement	50 204,26	50 204,26	0,00	50 204,26	50 204,26	0,00	50 204,26	0,00	0,00	0,00
	Total	60 000 000,00	58 478 696,08	44 239,34	58 522 935,42	9 457 188,04	8 864 450,74	18 321 638,78	40 201 296,64	1 477 064,58	41 678 361,22
PFR Inclusion numérique	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	20 805 340,12	20 213 820,74	353 552,24	20 567 372,98	16 215 261,88	3 895 046,91	20 110 308,79	457 064,19	237 967,14	695 031,33
	Intervention	9 125 691,35	9 025 691,35	100 000,00	9 125 691,35	8 111 634,85	1 014 056,50	9 125 691,35	0,00	0,00	0,00
	Investissement	498 841,20	498 841,20	0,00	498 841,20	498 841,20	0,00	498 841,20	0,00	0,00	0,00
	Total	30 429 872,67	29 738 353,29	453 552,24	30 191 905,53	24 825 737,93	4 909 103,41	29 734 841,34	457 064,19	237 967,14	695 031,33
PFR Incubateur	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	4 552 689,01	4 552 689,00	0,01	4 552 689,01	3 138 095,09	940 237,89	4 078 332,98	474 356,03	0,00	474 356,03
	Intervention	6 930 267,80	6 930 267,80	0,00	6 930 267,80	5 163 254,80	1 719 741,75	6 882 996,55	47 271,25	0,00	47 271,25
	Investissement	6 226 009,51	6 226 009,51	0,00	6 226 009,51	4 029 978,44	2 066 931,15	6 096 909,59	129 099,92	0,00	129 099,92
	Total	17 708 966,32	17 708 966,31	0,01	17 708 966,32	12 331 328,33	4 726 910,79	17 058 239,12	650 727,20	0,00	650 727,20
PFR - Ingenierie en faveur de la ruralité	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	4 545 000,00	2 959 946,40	0,00	2 959 946,40	1 627 464,80	208 032,20	1 835 497,00	1 124 449,40	1 585 053,60	2 709 503,00
	Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	4 545 000,00	2 959 946,40	0,00	2 959 946,40	1 627 464,80	208 032,20	1 835 497,00	1 124 449,40	1 585 053,60	2 709 503,00
PFR Avenir montagne ingenierie	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Intervention	10 000 000,00	9 882 834,55	0,00	9 882 834,55	5 103 326,28	339 290,69	5 442 616,97	4 440 217,58	117 165,45	4 557 383,03
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	10 000 000,00	9 882 834,55	0,00	9 882 834,55	5 103 326,28	339 290,69	5 442 616,97	4 440 217,58	117 165,45	4 557 383,03
PFR Manufacture de proximité	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	480 000,00	440 447,27	0,00	440 447,27	440 447,27	0,00	440 447,27	0,00	39 552,73	39 552,73
	Intervention	120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	600 000,00	560 447,27	0,00	560 447,27	560 447,27	0,00	560 447,27	0,00	39 552,73	39 552,73
Reconquête commerciale	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	800 000,00	81 876,81	2 465,07	84 343,88	81 878,80	2 465,07	84 343,87	0,01	715 656,12	715 656,13
	Intervention	59 700 000,00	4 056 658,50	30 777 346,90	34 834 005,40	1 732 959,85	7 885 860,46	9 618 820,31	25 215 185,09	24 865 994,60	50 081 179,69
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	60 500 000,00	4 138 537,31	30 779 811,97	34 918 349,28	1 814 838,65	7 888 325,53	9 703 164,18	25 215 185,10	25 581 650,72	50 796 835,82
FRLA 2	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	652 500,00	0,00	40 800,00	40 800,00	0,00	0,00	0,00	40 800,00	611 700,00	652 500,00
	Intervention	42 847 500,00	17 220 355,25	25 336 203,75	42 556 559,00	2 611 573,50	4 133 085,00	6 744 658,50	35 811 900,50	290 941,00	36 102 841,50
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	43 500 000,00	17 220 355,25	25 377 003,75	42 597 359,00	2 611 573,50	4 133 085,00	6 744 658,50	35 852 700,50	902 641,00	36 755 341,50
	Ss total personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Ss total fonctionnement	39 963 941,72	31 937 274,41	3 387 216,95	35 324 491,36	23 778 681,17	8 385 140,28	32 163 821,45	3 160 669,91	4 639 450,36	7 800 120,27
	Ss total intervention	195 561 225,45	111 796 293,44	58 463 287,15	170 259 580,59	33 893 631,62	26 188 675,48	60 082 307,10	110 177 273,49	25 301 644,86	135 478 918,35
	Ss total investissement	6 775 054,97	6 775 054,97	0,00	6 775 054,97	4 579 023,90	2 066 931,15	6 645 955,05	129 099,92	0,00	129 099,92
TOTAL		242 300 222,14	150 508 622,82	61 850 504,10	212 359 126,92	62 251 336,69	36 640 746,91	98 892 083,60	113 467 043,32	29 941 095,22	143 408 138,54

B - Exécution des recettes

Opération	Nature	Prévision	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à 2024	Encaissement réalisés en 2024	
		(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12) - (13)
Pass numériques	Financement de l'Etat	15 000 000,00	15 000 000,00	0,00	0,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	15 000 000,00	15 000 000,00	0,00	0,00
PFR - Foncières	Financement de l'Etat	60 000 000,00	26 380 000,00	11 040 000,00	22 580 000,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	60 000 000,00	26 380 000,00	11 040 000,00	22 580 000,00
PFR Inclusion numérique	Financement de l'Etat	29 402 073,79	23 684 565,60	5 717 508,19	0,00
	Autres financements publics	1 027 798,88	37 086,35	990 712,53	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	30 429 872,67	23 721 651,95	6 708 220,72	0,00
PFR Incubateur	Financement de l'Etat	17 233 045,00	17 233 045,00	0,00	0,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	17 233 045,00	17 233 045,00	0,00	0,00
PFR - Ingenierie en faveur de la ruralité	Financement de l'Etat	4 545 000,00	4 545 000,00	0,00	0,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	4 545 000,00	4 545 000,00	0,00	0,00
PFR Avenir montagne ingenierie	Financement de l'Etat	10 000 000,00	6 225 000,00	1 275 000,00	2 500 000,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	10 000 000,00	6 225 000,00	1 275 000,00	2 500 000,00
PFR Manufacture de proximité	Financement de l'Etat	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
Reconquête commerciale	Financement de l'Etat	60 500 000,00	6 000 000,00	18 860 321,60	35 639 678,40
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	60 500 000,00	6 000 000,00	18 860 321,60	35 639 678,40
FRLA 2	Financement de l'Etat	43 500 000,00	6 139 375,00	12 151 584,00	25 209 041,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	43 500 000,00	6 139 375,00	12 151 584,00	25 209 041,00
	Ss total financement de l'Etat	240 780 118,79	105 806 985,60	49 044 413,79	85 928 719,40
	Ss total autres financements publics	1 027 798,88	37 086,35	990 712,53	0,00
	Ss total autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	241 807 917,67	105 844 071,95	50 035 126,32	85 928 719,40

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable Compte financier 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BR2 2024 CA du 28 novembre 2024	Montants exécutés
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	130 691 511	125 339 481
	2 Niveau initial du fonds de roulement	18 374 297	18 374 297
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-181 555 654	-181 555 654
	4 Niveau initial de la trésorerie	199 929 951	199 929 951
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	39 005 843	43 592 735
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	160 924 108	156 337 216
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	199 369 205	192 988 998
	6 Résultat patrimonial	18 392 161	6 197 270
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	22 996 790	11 575 015
	8 Variation du fonds de roulement	32 547 750	18 196 746
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0	63 666
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	0
	Variation des stocks	+ / -	
	Charges sur créances irrécouvrables	-	
	Produits divers de gestion courante	+	
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	15 732 129
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	12 447 679
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	3 284 450
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	16 815 621	27 227 139
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	130 289 428	91 329 563
	14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	-113 473 807	-64 102 424
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	10 052 347	13 394 379
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-123 526 151	-77 496 803
Niveaux finaux	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	146 021 557	82 299 170
	16 Variation des restes à payer	33 912 446	40 761 122
	17 Niveau final de restes à payer	164 603 957	166 100 603
	18 Niveau final du fonds de roulement	50 922 047	36 571 043
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-35 534 097	-99 256 484
	20 Niveau final de la trésorerie	86 456 144	135 827 527
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	49 058 190	56 987 115
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	37 397 957	78 840 413

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel (DPGECP)

TABLEAU 1 - SUIVI DES EMPLOIS

Pour mémoire	
Plafond d'emploi voté en BI : 371 ETPT et schéma d'emplois associé : xx ETP	Le cas échéant, plafond d'emploi voté au dernier BR (n°2) : 371 ETPT et schéma d'emplois associé : xx ETP
Pour les opérateurs de l'Etat, plafond d'emploi notifié par le RPROG (ou, le cas échéant, par la tête de réseau) ou à défaut tel que mentionné dans le PAP : 371 ETPT et schéma d'emplois associé : xx ETP	
Autorisation des emplois "hors plafond LFI" : 18 ETPT	

ORGANISME : ANCT	Exercice : CF 2024	Arrêté le : 31/12/2024
------------------	--------------------	------------------------

	exécution CF 2023				BR2 2024				Exécution au XX				Exécution au 31 décembre 2024				Ecart BR2 - exécution au 31 dec 2024	
	Entrées ETP	Sorties ETP	Total en ETP (a)	Total en ETPT	Entrées ETP (b)	Sorties ETP (c)	Total en ETP (d) = (a)+(b)-(c)	Total en ETPT (A)	Entrées ETP (e)	Sorties ETP (f)	Total en ETP (g) = (a)+(e)-(f)	Total en ETPT	Entrées ETP (h)	Sorties ETP (i)	Total en ETP (j)= (a)+(h)-(i)	Total en ETPT (B)	en ETP (k)=(d)-(j)	en ETPT (C) =(A)-(B)
1. Titulaires	23,0	19,0	92,6	89,4	13,4	8,0	98,0	95,1					14,40	8,00	99,00	95,38	-1,00	-0,25
2. Contractuels (y compris hors plafond LFI dont contrats aidés et apprentis)	97,0	61,8	273,7	264,1	98,6	67,8	304,5	282,5					99,60	67,80	305,50	282,79	-1	-0,34
(le cas échéant) Dont contractuels hors plafond LFI	15,0	9,0	21,0	17,8	18,0	14,0	25,0	20,0					18,00	14,00	25,00	20,50	0	-1
TOTAL EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1+2)*	120,0	80,8	366,3	353,4	112,0	75,8	402,5	377,58					114,00	75,80	404,50	378,17	-2,00	-0,59

* Le total des emplois rémunérés par l'organisme (1+2, en ETPT) correspond au plafond d'emplois figurant dans le tableau d'autorisations d'emplois soumis au vote de l'organe délibérant.

Note : Il convient de remplacer "N" et "N-1" par les exercices considérés.

POUR INFORMATION (facultatif, à la demande du contrôleur budgétaire dans le document de contrôle) :

Agents rémunérés par l'organisme, décomptant son plafond d'emploi, mais en fonction dans une autre entité (mises à disposition dites "sortantes", ETPT inclus dans le tableau ci-dessus) :

	exécution CF 2023				BR2 2024				Exécution au XX				Exécution au 31 décembre 2024				Ecart BR2 - exécution au 31 dec 2024	
	Entrées ETP	Sorties ETP	Total en ETP (a)	Total en ETPT	Entrées ETP (b)	Sorties ETP (c)	Total en ETP (d) = (a)+(b)-(c)	Total en ETPT (A)	Entrées ETP (e)	Sorties ETP (f)	Total en ETP (g) = (a)+(e)-(f)	Total en ETPT	Entrées ETP (h)	Sorties ETP (i)	Total en ETP (j)= (a)+(h)-(i)	Total en ETPT (B)	en ETP (k)=(d)-(j)	en ETPT (C) =(A)-(B)
Agents sortants remboursés à l'organisme	1		1	0,25			1,0	1,00							1	1,00	0	0,00
Agents sortants non remboursés à l'organisme			1	1,00			1,0	1,00							1	1,00	0	0

Agents en fonction dans l'organisme mais ne décomptant pas son plafond d'emploi (mises à dispositions dites "entrantes")*:

	exécution CF 2023				BR2 2024				Exécution au XX				Exécution au 31 décembre 2024				Ecart BR2 - exécution au 31 dec 2024	
	Entrées ETP	Sorties ETP	Total en ETP (a)	Total en ETPT	Entrées ETP (b)	Sorties ETP (c)	Total en ETP (d) = (a)+(b)-(c)	Total en ETPT (A)	Entrées ETP (e)	Sorties ETP (f)	Total en ETP (g) = (a)+(e)-(f)	Total en ETPT	Entrées ETP (h)	Sorties ETP (i)	Total en ETP (j)= (a)+(h)-(i)	Total en ETPT (B)	en ETP (k)=(d)-(j)	en ETPT (C) =(A)-(B)
Agents entrants remboursés par l'organisme	2	3	7	7,85	3,0	2,0	8,0	7,45					3	2	8	7,20	0	0,25
Agents entrants non remboursés par l'organisme	0	1	12	12,16	2,0	3,0	11,0	11,30					3	3	12	12,13	-1	-1

Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel (DPGECP)

TABLEAU 2 - SUIVI DES DEPENSES DE PERSONNEL

ORGANISME : ANCT		Exercice : 2024		Arrêté le : 31/12/2024	
en euros	Execution CF 2023	BR2 2024	Exécution au XX	Exécution au 31 décembre 2024	Ecart BR2- exécution au 31 dec 2024
1. Titulaires	8 357 598	9 133 880		9 109 131	24 749
2. Contractuels (y compris hors plafond LFI dont contrats aidés et apprentis)	18 570 094	19 859 120		19 198 636	660 484
(le cas échéant) Dont contractuels hors plafond LFI	381 747	345 000		396 437	-51 437
3. Autres dépenses de personnel (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)	2 103 485	2 507 000		2 502 683	4 317
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL (1+2+3)*	29 031 177	31 500 000		30 810 449	689 550

*Le total des dépenses de personnel (1+2+3) correspond à l'enveloppe des dépenses de personnels en AE=CP figurant dans le tableau des autorisations budgétaires soumis au vote de l'organe délibérant.

Note : Il convient de remplacer "N" et "N-1" par les exercices considérés.

POUR INFORMATION (facultatif, à la demande du contrôleur budgétaire dans le document de contrôle) :

Dépenses relatives aux agents rémunérés par l'organisme, compris dans ses dépenses de personnel, mais en fonction dans une autre entité (mises à disposition dites "sortantes" - dépenses de personnels incluses dans le tableau ci-dessus) :

en euros	Execution CF 2023	BR2 2024	Exécution au XX	Exécution au 31 décembre 2024	Ecart BR2- exécution au 31 dec 2024
Agents sortants remboursés à l'organisme	19 102	78 856		79 668	-813
Agents sortants non remboursés à l'organisme	40 023	38 739		40 247	-1 508

Remboursements payés par l'organisme au titre des agents en fonction en son sein mais non compris dans ses dépenses de personnel (mises à dispositions dites "entrantes", donnant lieu à remboursements imputés en dépenses de fonctionnement):

en euros	Execution CF 2023	BR2 2024	Exécution au XX	Exécution au 31 décembre 2024	Ecart BR2- exécution au 31 dec 2024
Agents entrants remboursés par l'organisme	1 008 846,10	1 306 088,00		652 014,71	654 073,29



Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Siège social : 20 Avenue de SEGUR – TSA 10717 – 75334 Paris Cedex 07 Paris
Etablissement public

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris

26, rue Cambacérès

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

www.rsmfrance.fr

Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Siège social : 20 Avenue de SEGUR – TSA 10717 – 75334 Paris Cedex 07 Paris

Etablissement Public

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et des créances rattachées

Les principes et méthodes comptables appliqués pour évaluer les immobilisations financières, et leur dépréciation sont décrits dans la note 2-2-3 de l'annexe relative aux principes et méthodes d'évaluation des postes d'immobilisations financières.

Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes d'évaluation retenues par la Direction, contrôler l'application de la méthode retenue au titre des pertes de valeur des titres de participation et des créances rattachées et vérifier que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

Provision pour litiges

Les principes et les méthodes comptables appliqués pour évaluer la provision pour litiges sont exposés dans la note 2-6 de l'annexe relative aux principes et méthodes d'évaluation des postes du passif.

Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

Provision pour indemnités de départ à la retraite

Les principes et les méthodes comptables appliqués pour évaluer la provision pour indemnités de départ à la retraite sont exposés dans la note 2-6 de l'annexe relative aux principes et méthodes d'évaluation des postes du passif.

Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'agent comptable.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 février 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Helene Kermorgant
Le 24/02/25

ID: tx_xz6KMx4BkLzM

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Kermorgant'.

Hélène KERMORGANT

Associée

COMPTES ANNUELS 2024

ANNEXE

Agence comptable



SOMMAIRE

BILAN	3
COMPTE DE RESULTAT	4
ANNEXE	
I) FAITS CARACTERISTIQUES	5
1. EXERCICE COMPTABLE ET DELAI DE REDDITION DES COMPTES	5
2. APPLICATION DU RECUEIL DES NORMES COMPTABLES	6
II) COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT	7
1. PRINCIPES ET METHODE D'EVALUATION	
2. IMMOBILISATIONS	9
2-1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
2-2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
2-3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10
2-4. Amortissements des immobilisations	10
3. CREANCES	11
4. CAPITAUX PROPRES	11
5. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11
7. DETTES	13
8. PRODUITS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	13
III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	14
1. ACTIF IMMOBILISE	14
1.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15
1.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
1.3. IMMOBILISATIONS EN COURS	16
2. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	16
3. CREANCES ET DETTES	16
5. TABLEAU DES EMPLOIS	18
IV) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	18
1. RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	18
2. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	21
3. FONDS DE ROULEMENT AU 31 DECEMBRE 2024	21
4. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT AU 31 DECEMBRE 2024	22
5. TRESORERIE FLECHEE AU 31 DECEMBRE 2024	23
6. TRESORERIE NETTE AU 31 DECEMBRE 2024	23
V) ANALYSE DE LA SOUTENABILITE FINANCIERE DE L'ETABLISSEMENT	24
VI) FILIALES	26



ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2 023	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
	Brut	Amortissement dépréciation	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	26 018 514,07	11 282 589,95	14 735 924,12	9 169 947,14	Financements reçus		
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par l'état	114 167 020,15	104 139 518,07
Terrains	6 495 785,17		6 495 785,17	7 626 918,41	Financement de l'actif par des tiers	26 520 468,78	26 153 322,83
Constructions	67 427 678,91	17 265 752,59	50 161 926,32	61 150 012,29	Fonds propres des fondations		
Installations techniques, matériels et outillage	31 772,10	27 942,30	3 829,80	4 504,73	Ecart de réévaluation		
Collections					Réserves		
Biens historiques et culturels					Report à nouveau	-24 639 390,98	-36 018 483,06
Autres immobilisations corporelles	5 039 623,14	2 774 067,21	2 265 555,93	2 732 556,93	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	6 197 269,97	11 379 092,08
Immobilisations mises en concession					Provisions réglementées		
Immobilisations corporelles en cours	9 504 325,42		9 504 325,42	2 604 961,80			
Avances et acomptes sur commandes	511 020,04		511 020,04	493 190,15	TOTAL FONDS PROPRES	122 245 367,92	105 653 449,92
Immobilisations grevées de droits					Provisions pour risques et charges		
Immobilisations corporelles (biens vivants)					Provisions pour risques	742 937,49	182 905,59
Immobilisations financières	7 030 567,47	1 858 659,00	5 171 908,47	5 782 303,24	Provisions pour charges	1 893 592,00	1 626 581,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	122 059 286,32	33 209 011,05	88 850 275,27	89 564 394,69	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 636 529,49	1 809 486,59
					DETTES FINANCIERES		
					Emprunts obligataires		
					Emprunts souscrits auprès des établissements financiers		
					Dettes financières et autres emprunts	539 421,32	475 755,46
					TOTAL DETTES FINANCIERES	539 421,32	475 755,46
ACTIF CIRCULANT					DETTES NON FINANCIERES		
Stocks					Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 537 450,50	8 972 219,80
Créances					Dettes fiscales et sociales	58 397 890,47	49 553 722,85
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission européenne	9 782 159,02		9 782 159,02	17 821 461,96	Avances et acomptes reçus	41 759,25	41 759,25
Créances sur les clients et comptes rattachés	1 590 881,06	339 251,86	1 251 629,20	1 417 076,90	Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	52 180 498,76	140 882 642,48
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)					Autres dettes non financières	479 914,36	5 266 697,46
Avances et acomptes versés sur commandes	1 739 501,86		1 739 501,86	3 704 458,31	Produits constatés d'avance		
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)							
Créances sur les autres débiteurs	6 811 993,66		6 811 993,66	187 932,32			
Charges constatées d'avance	795 745,39		795 745,39	30 458,40			
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	20 720 280,99	339 251,86	20 381 029,13	23 161 387,89	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	119 637 513,34	204 717 041,84
TRESORERIE					TRESORERIE		
Valeurs mobilières de placement					Autres éléments de trésorerie passive		
Disponibilités	135 827 527,67		135 827 527,67	199 929 951,23			
Autres							
TOTAL TRESORERIE	135 827 527,67		135 827 527,67	199 929 951,23	TOTAL TRESORERIE		
Comptes de régularisation					Comptes de régularisation		
Ecart de conversion actif					Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	278 607 094,98	33 548 262,91	245 058 832,07	312 655 733,81	TOTAL GENERAL	245 058 832,07	312 655 733,81

CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023	PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Achats					
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	59 163 200,34	46 457 458,31	Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
			Subventions pour charges de service public	96 455 710,00	64 897 768,00
			Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	33 231 809,03	29 192 627,30
			Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	10 904 510,91	23 968 129,42
Charges de personnel			Dons et legs		
Salaires,traitements et rémunérations diverses	20 468 188,14	19 198 700,50	Produits de la fiscalité affectée		
Charges sociales	7 556 606,21	7 135 802,84			
Intéressement et participation			Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Autres charges de personnel	252 771,52	276 907,85			
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	3 739 637,08	28 389 623,30	Ventes de biens ou prestations de services	3 523 475,18	3 801 600,53
			Produits de cessions d'éléments d'actif	8 154 980,06	5 194 502,00
Dotations aux amortissements,dépréciations,provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	21 560 016,64	14 655 110,80	Autres produits de gestion	260 117,99	123 017,02
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	112 740 419,93	116 113 603,60	Production stockée et immobilisée		
			Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
CHARGES D'INTERVENTION			Autres produits		
Dispositif d'intervention pour compte propre	40 802 110,33				
Transferts aux ménages			Reprises sur amortissements,dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	1 191 300,73	965 707,56
Transferts aux entreprises			Reprises du financement rattaché à un actif	7 104 706,44	3 861 851,50
Transferts aux collectivités territoriales					
Transferts aux autres collectivités	1 118 080,95	4 456 408,30	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme					
Dotations aux provisions et dépréciations					
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	41 920 191,28	4 456 408,30			
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)					
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	154 660 611,21	120 570 011,90	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	160 826 610,34	132 005 203,33
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERS		
Charges d'intérêt			Produits des participations et des prêts	100 000,00	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	586 200,00		Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Pertes de change			Intérêts sur créances non immobilisées	30 932,60	3 796,50
Autres charges financières			Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Dotations aux amortissements,dépréciations et aux provisions financières	113 418,02	62 974,00	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	592 327,26	3 078,15
			Gains de change		
			Autres produits financiers		
			Reprises sur amortissements,dépréciations et provisions financières	7 629,00	
TOTAL CHARGES FINANCIERES	699 618,02	62 974,00	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	730 888,86	6 874,65
Impôt sur les sociétés					
RESULTAT DE L'ACTIVITE (B E N E F I C E)	6 197 269,97	11 379 092,08	RESULTAT DE L'ACTIVITE (P E R T E)		
TOTAL CHARGES	161 557 499,20	132 012 077,98	TOTAL PRODUITS	161 557 499,20	132 012 077,98

I) FAITS CARACTERISTIQUES

1. EXERCICE COMPTABLE ET DELAI DE REDDITION DES COMPTES

Au cours de l'exercice 2024, les produits et charges ont connu une évolution positive respectivement de 22% et 28%, confirmant la croissance de l'ANCT.

En 2023, l'Etat a confié à l'ANCT la reprise du programme européen URBACT et la gestion du PLAN FRANCE TRES HAUT DEBIT (FTHD).

Le programme européen URBACT

URBACT est un programme de coopération territoriale européenne, cofinancé par le FEDER, les Etats membres et deux Etats partenaires qui permet aux villes européennes d'échanger leurs expériences et bonnes pratiques en matière de développement urbain.

Une convention signée entre l'Etat français représenté par la Direction générale des collectivités locales (DGCL) l'ANCT et l'ANRU a été conclue dans la perspective de la clôture du programme URBACT III et du transfert de l'ANRU à l'ANCT de la gestion administrative, financière et comptable des projets portés par l'autorité de gestion du programme URBACT, de la gestion du personnel, du secrétariat technique, de la commande publique et des contrats avec les tiers. Nous sommes actuellement au plan URBACT IV.

Sur un plan financier, l'ANRU a transféré en 2023 à l'ANCT le solde de trésorerie d'URBACT II.

En application de la convention, l'ANCT a inscrit dans ces comptes le montant de 346 K€ correspondant au virement fait par ANRU à l'ANCT début 2023, au titre du solde de trésorerie du compte URBACT ouvert auprès de l'ANRU. Cela est mentionné dans la convention de transfert signée entre l'Etat représenté par la Direction générale des collectivités locales (DGCL) l'ANCT et l'ANRU.

Le Plan France Très Haut Débit

Le Plan France Très Haut Débit est une stratégie adoptée en 2013 par le gouvernement français et qui vise à couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit prévu initialement pour 2022, puis repoussé à 2025.

En application de l'article 8.2 de la convention de mandat signée le 27 juillet 2023 entre l'Etat et l'ANCT et sur un plan comptable, l'ANCT a créé au sein de sa comptabilité des comptes de tiers spécifiques pour retracer les opérations d'encaissements et de versements aux bénéficiaires.

En 2024, l'ANCT a procédé à deux appels de fonds sur le programme 343 pour respectivement 198 088 000.00 € et 1 500 000.00 € et un appel de fonds sur le programme 364 pour 30 000 000.00 €.

L'ANCT a reçu un montant global de 229 588 000.00 €.

L'agence a reversé aux divers bénéficiaires au 31 décembre 2024 un total de 318 290 143,72 €.





L'exercice comptable correspond à l'année civile. En proposant auprès du Conseil d'administration l'adoption du compte financier 2024 lors de sa séance du 05 mars 2025, l'ANCT respecte le calendrier de clôture des comptes fixant la date limite au 15 mars 2025.

Dès sa création, l'ANCT s'est engagée dans une démarche de certification des comptes. Cette mission a été confiée au Cabinet RSM pour les exercices 2020 à 2025.

Le montant des honoraires enregistrées au titre de la mission de certification des comptes 2024 s'élève à 46 528,35 €.

2. APPLICATION DU RECUEIL DES NORMES COMPTABLES

LE CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE A L'ANCT

L'ANCT applique l'instruction comptable commune qui forme avec le recueil des normes (arrêté du 1^{er} juillet 2015) et le plan de comptes commun (note de service DGFIP n° 2015-06-7224 du 16 octobre 2015) le référentiel comptable applicable aux organismes publics mentionnés au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La version en vigueur de l'instruction comptable commune pour l'exercice 2024 est celle du 16 décembre 2022 (BOFIP-GCP-22-0014 du 16/12/2022).

L'instruction comptable commune définit la présentation des états financiers, ainsi l'ANCT utilise notamment les modèles de bilan et de compte de résultat définis dans l'instruction comptable commune applicable aux établissements publics.

Conformément aux articles 212 et 213 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, le compte financier de l'organisme est établi par l'agent comptable (art 212) et arrêté par l'organe délibérant et soumis à l'approbation des autorités de tutelle (art 213).

Le compte financier rassemble sous un document unique :

- la balance définitive des comptes,
- le compte de résultat,
- le bilan,
- le tableau synthétique de rapprochement des prévisions et des exécutions,
- Le tableau de financement détaillé,
- la capacité d'autofinancement,
- le tableau des autorisations budgétaires en exécution,
- le tableau d'équilibre financier en exécution.



II) COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes de l'ANCT, établissement public administratif, doivent être établis selon les principes du recueil des normes comptables des établissements publics et les modalités précisées.

1. PRINCIPES ET METHODE D'EVALUATION

Référentiel comptable :

Les comptes annuels ont été établis conformément :

- A l'instruction comptable commune de la Direction générale des Finances Publiques du 22/12/2021 ;
- Au plan de comptes communs des organismes publics dépendant de l'Etat ;
- Au recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1er du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre et d'indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.


Par ailleurs, l'ANCT applique la nouvelle comptabilité budgétaire définie par le décret du 7 novembre 2012 avec une gestion en autorisations d'emplois, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les services de l'ordonnateur assurent la tenue de cette comptabilité budgétaire.

Le cadre appliqué est défini dans la circulaire du 26 juillet 2023 relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'Etat pour 2024.

Les points d'attention et nouveautés portent sur :

- En 2023, une nouvelle catégorie de dépenses est créée au sein du titre des dépenses d'investissement de l'Etat, la subvention pour charge d'investissement. Celle-ci est destinée à comptabiliser les subventions accordées par l'Etat à ses opérateurs aux fins de financement de leurs investissements nécessaires à l'exécution de politiques publiques et de missions de service public dont ils sont chargés. La mise en œuvre de cette nouvelle catégorie de dépenses revêt des enjeux importants pour la préparation et l'exécution des budgets des opérateurs qui pourront ainsi se voir notifier pour l'exercice 2024, deux subventions en provenance de leurs tutelles : une subvention pour charges de service public pour la



couverture de tout ou partie de leurs dépenses de fonctionnement et de personnel et, le cas échéant, une subvention pour charges d'investissement.

Une subvention pour charges d'investissement de 9.4 M€ a été enregistrée en avril. Ces sommes sont comptabilisées aux comptes 101.

- Le 1^{er} janvier 2023 est entré en vigueur le nouveau régime de la responsabilité financière des gestionnaires publics.

Rappel concernant le nouveau régime de la responsabilité financière des gestionnaires publics

L'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 instaure le nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics (RFGP) à compter du 1^{er} janvier 2023.


Cette responsabilité s'applique à l'ensemble des gestionnaires publics qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable.

Cette ordonnance introduit notamment les points suivants :

- un régime sanctionnant des fautes et non plus les comptes
 - une organisation juridictionnelle « unifiée » : la chambre du contentieux de la Cour des Comptes instruit et juge les affaires. Afin de renforcer les droits des justiciables, une Cour d'Appel financière est instituée. Le Conseil d'Etat demeure la juridiction de cassation.
 - la réaffirmation du principe de séparation ordonnateur comptable.
-
- **L'application Infinoé** a pour objectif de renforcer la transparence et la fiabilité des données financières des organismes, notamment en produisant les états définitifs et les comptes financiers de chacun d'entre eux. Cette application sera mise en production à l'ANCT au premier janvier 2025.

Focus sur Infinoé

Infinoé permettra à chaque OPN de transmettre par flux automatisés, les référentiels budgétaires et comptables, les données prévisionnelles (budgets votés) ainsi que les écritures budgétaires et comptables afin de constituer une base de données financières des OPN, actualisée et fiable, et d'en proposer diverses éditions.



L'édition à la demande est une des nouveautés introduites par Infinoé, permise par l'envoi au fil de l'eau des flux budgétaires et comptables par les systèmes d'information des organismes.

La mise en production définitive est entrée en vigueur le premier janvier 2025.

TVA et sectorisation d'activités :

L'ANCT a constitué trois secteurs d'activité distincts au regard de la TVA :

- Un secteur taxable à 100% comprenant les activités immobilières liées aux centres commerciaux (investissement et exploitation) ;
- Un secteur sur les fonctions « support » de l'ANCT permettant une récupération de la TVA à hauteur de 15.96 % selon un coefficient provisoire déterminé en début d'exercice ;
- Un secteur exonéré pour les autres opérations de l'établissement.

Budget annexe

A la demande de la Cour des Comptes, l'ANCT a mis en place un Budget Annexe pour les activités immobilières du service AOS PAO.

Ce nouveau budget est effectif au premier janvier 2025.

2. IMMOBILISATIONS

2-1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à 500 € HT sont comptabilisées en charge.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais liés à leur mise en service.


Les logiciels créés à usage interne sont comptabilisés à leur coût de production.

2-2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- A leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les frais accessoires) ;
- A leur coût de production pour les biens produits par l'établissement ;
- A leur valeur vénale, après estimation, pour les biens acquis à titre gratuit ou reçus en dotation ou affectation.

Les immobilisations corporelles d'une valeur unitaire inférieure à 500 € HT sont comptabilisées en charge.



Conformément aux règles comptables applicables aux actifs, les immobilisations corporelles sont ventilées par composants.

Le modèle retenu est basé sur la matrice de la Caisse des Dépôts et Consignations pour les centres commerciaux et appliqué précédemment par l'Epareca.

La décomposition est la suivante :

La valeur du bien est répartie pour 10% en terrain et 90% sur les travaux. Ce dernier point (90%) est ventilé sur :

- Le gros-œuvre pour 50% ;
- La couverture / façade pour 20% ;
- Les installations générales et techniques pour 20% ;
- Les agencements pour 10%.

2-3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture d'exercice lorsqu'un risque de perte de valeurs est décelé.

2-4. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont amorties de façon linéaire à partir de leur mise en service.

Les durées d'amortissement ont été actées par décision du Conseil d'Administration réuni le 25 novembre 2020. Les taux d'amortissement applicables à compter de l'exercice 2020 sont les suivants :

Immobilisations incorporelles		Durée d'amortissement
20100000 et subdivisions	Frais d'établissement	3 ans
20300000 et subdivisions	Frais de recherche et développement	5 ans
20500000	Concessions et droits similaires, brevets, licences	3 ans
2053100	Logiciels acquis	3 ans
20532000	Logiciels créés	5 ans
20800000 et subdivisions	Autres immobilisations incorporelles	3 ans
Immobilisations corporelles		Durée d'amortissement
21310100	Ensemble immobilier gros œuvre	30 ans
21310200	Ensemble immobilier couverture/façade	20 ans
21310300	Ensemble immobilier installations générales techniques	15 ans
21310400	Ensemble immobilier agencements	10 ans
21350000 et subdivisions	Installations générales et agencements	10 ans
21410000	Ensemble immobilier gros œuvre / sol d'autrui	30 ans
21420000	Ensemble immobilier couverture/façade / sol d'autrui	20 ans
21430000	Ensemble immobilier installations générales techniques / sol d'autrui	15 ans
21440000	Ensemble immobilier agencements / sol d'autrui	10 ans
21500000 et subdivisions	Installations techniques, matériel et outillage	10 ans
21810000 et subdivisions	Installations générales, agencements, aménagements divers	10 ans
21820000 et subdivisions	Matériel de transport	5 ans
21830000 et subdivisions	Matériel de bureau et informatique	3 ans
21840000 et subdivisions	Mobilier	10 ans
21880000 et subdivisions	Matériels divers	10 ans

3. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire ou de réalisation d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

4. CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres sont constitués par les dotations, affectations de l'Etat ainsi que les dons et legs en capital et les résultats mis en réserve.

5. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont comptabilisées à la date de notification ou en fonction de la réalisation des faits générateurs permettant d'appeler les fonds.

Les subventions d'investissement sont virées au résultat sur la durée du bien auquel elles se rattachent.

6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DEPRECIATIONS

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers ;

- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue par celui-ci ;
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Tableau des provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour risques	182 905	690 000		129 968	742 937
Provisions pour litiges	182 905	690 000		129 968	742 937
Provisions pour charges	1 626 581	695 044		428 033	1 893 592
Provisions pour pensions et obligations similaires	158 158	171 502		158 158	171 502
Provisions pour CET	1 468 423	542 523		269 875	1 722 090
TOTAL DES PROVISIONS	1 809 486	1 385 044		558 001	2 636 529

En 2023, les provisions pour litiges concernaient une instance en cours pour une ancienne salariée de l'Epereca (statut privé) avec une demande de 102 148 € et un incident sur un centre commercial pour 1 870 €. Ces provisions ont été reprise en 2024 suite à leur dénouement.

Deux provisions pour risques avaient été enregistrées en 2023 pour un total de 78 887.49 €

- Une provision concernant le report de plusieurs mois de l'organisation de l'ANCT TOUR et la société EDDP pour 25 950 € au titre de l'indemnisation de personnels indépendants planifiés. Ce contentieux a fait l'objet d'un protocole transactionnel.
- Une autre provision relative au contentieux opposant l'ANCT à la société NORD SUD EVOLUTION suite à la décision de l'ANCT de résilier, pour faute, le marché de maîtrise d'œuvre sur l'opération de Sevran. Elle se décompose en deux montants de 22.988,49 euros au titre de la révision du solde du marché (interprétation de l'article 14.2 du CCAP) et 29.949 euros au titre du manque à gagner du fait de la résiliation fautive du marché. La provision a été ajusté à 52 937 €.

Deux nouvelles provisions pour risques ont été enregistrés en 2024 : une provision concernant un litige avec la SARL BPLC LAX-CAS pour 600 000 € et une provision pour un litige avec l'UGAP pour 90 000 €.

Une provision au titre des engagements en matière de retraites (droit privé) a été constatée pour 171 502 €. Elle est déterminée de manière individualisée. La méthode d'évaluation consiste à probabiliser cette indemnité que le salarié percevra lors de son départ en retraite, s'il est encore présent.

Selon les modalités de l'instruction « gestion comptable publique » n°13-0024 du 27 novembre 2013, une provision de 542 523 € a été comptabilisée au titre des jours maintenus sur les comptes épargnes-temps (CET) au 31 décembre 2024.

Son calcul est individualisé par agent.



Tableau des dépréciations

	Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
	Dépréciations des comptes de tiers	470 374	339 252		470 374	339 252
	Dépréciations des immobilisations financières	1 494 711	41 372		7 629	1 528 454
	Dépréciations des comptes-courants d'associés	258 159	72 046			330 205
	TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS	2 223 244	452 670		478 003	2 197 911

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses correspondent :

- Aux créances clients au titre des recettes locatives pour un montant de 339 252 €.

Les reprises des immobilisations financières sont de 7 629 €.

Concernant les modalités de calcul des provisions pour dépréciation des créances douteuses, la méthode suivante est appliquée (recettes locatives) :

- Aucune provision sur les dettes inférieures à 3 trimestres ;
- Provision à 80% des dettes supérieures à 3 trimestres ;
- Provision à 100% des dettes des clients en procédure collective.

En raison de la situation financière de la SAS Les Gibjoncs, une dépréciation complémentaire du compte courant d'associé a été comptabilisée pour 72 046 €. Il en résulte une dépréciation de 100% du compte courant d'associé. Un complément de 41 372 € pour la Foncièrement Quartier a dû être passé.

7. DETTES

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

8. PRODUITS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les produits sont généralement constatés pour les droits acquis sur convention lors de la transmission des bilans attestant des dépenses effectuées avec les institutions partenaires et pour les autres recettes à la réalisation de la prestation. Les subventions d'exploitation sont principalement constituées des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et organismes internationaux. Elles sont comptabilisées à constatation du droit acquis et selon les modalités prévues par l'instruction BOFIP-GCP n° 13-0022 du 05/12/2013 sur les subventions reçues et opérations pluriannuelles.





III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

- L'évolution de la situation patrimoniale de l'ANCT

Le bilan est la représentation des ressources et des emplois dont dispose l'ANCT. Il fait apparaître toutes les données comptables sans donner le détail des opérations qui ont permis de le constituer.

- **Le haut du bilan**

Le haut du bilan se traduit par une augmentation de l'actif brut immobilisé (+ 5 236 K€) et des capitaux permanents (+ 22 483 k€).

- **Le bas du bilan**

Le bas du bilan se caractérise par une baisse de l'actif circulant (2 780 M€) , une baisse de la trésorerie (- 64 M€) en raison du PFTHD et une baisse des dettes non financières (85 M€) due aussi au plan France Très-Haut-Débit.

L'actif du bilan est constitué de l'actif immobilisé, de l'actif circulant hors trésorerie et de la trésorerie.

1. ACTIF IMMOBILISE

TABLEAU 1: TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminution		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/Mises à disposition/Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions/Mises au rebut	
<i>Immobilisations incorporelles</i>						
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	15 325 366		18 575 704		8 247 556	25 653 514
Fonds commercial	428 000				63 000	365 000
<i>Immobilisations corporelles</i>						
Terrains	7 626 918				1 131 133	6 495 785
Constructions	77 395 560		38 989 813		48 957 694	67 427 679
Installations techniques, matérielles et outillage	31 772					31 772
Autres immobilisations corporelles	4 895 182		162 992		18 551	5 039 623
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	3 585 340		11 051 215	4 621 210		10 015 345
<i>Participations et créances rattachées à des participations</i>						
Créances rattachées à des participations	349 562		72 046			421 608
<i>Autres immobilisations financières</i>						
Titres immobilisés	7 021 772				586 200	6 435 572
Dépôts et cautionnements versés	163 839		9 548			173 387
TOTAUX	116 823 311		68 861 320	4 621 210	59 004 135	122 059 285

1.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'augmentation sur la partie « logiciels » est consécutive à l'évolution de Synergie (Pôle Europe).

L'année 2024 était particulière pour le programme SYNERGIE pour deux raisons :

- Un renouvellement de marché d'infogérance qui, même si le candidat sortant a été finalement choisi, implique une redéfinition de certains éléments contractuels et techniques qui ont entraîné des coûts complémentaires de mise en œuvre.
- L'essentiel de l'évolution des dépenses à la hausse a été cependant du fait de la bascule du système d'information SYNERGIE dans le « cloud souverain » conformément à la doctrine interministérielle « Cloud au centre » qui a été une opération particulièrement complexe et coûteuse du fait de la complexité du SI SYNERGIE.

1.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les augmentations sont consécutives notamment à la mise en service de sites.

Les diminutions sont dues aux cessions des sites pour un total de 8 154 K€ dont : Béthune (4 477 M€), Tourcoing (1 100 M€) et Aubenas (997 M€)

1.3. Immobilisations en cours

Les augmentations sont consécutives aux travaux d'investissement sur les opérations en cours.

Les diminutions résultent principalement des mises en service.

- Sur les réintégrations des comptes 23 aux comptes 21 :
 - 4 621 K€ ont été transférés des immobilisations en cours vers les comptes 21

2. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS

7

Rubriques et postes Tableau des amortissements	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 070 606	4 211 983		11 282 589
Immobilisations corporelles				
Constructions	16 245 547	18 268 594	17 248 389	17 265 752
Installations techniques, matériels, et outillage	27 267	675		27 942
Autres immobilisations corporelles	2 162 625	611 442		2 774 067
TOTAUX	25 506 045	23 092 694	17 248 389	31 350 352

La diminution des amortissements est relative à la cession des centres.

3. CREANCES ET DETTES :

En ce qui concerne les créances : TABLEAU DES CREANCES

Rubriques et postes	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	9 782 159	9 782 159	
- Créances clients et comptes rattachés	1 590 881	1 590 881	
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)			
- Avances et acomptes versés sur commandes	1 739 501	1 739 501	
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			
- Créances sur les autres débiteurs	6 811 993	6 811 993	
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	795 745	795 745	
TOTAUX	20 720 280	20 720 280	

En ce qui concerne les dettes : TABLEAU DES DETTES

Rubriques et postes	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
<i>Dettes financières</i>				
- Dettes financières et autres emprunts	539 421		539 421	
<i>Dettes non financières</i>				
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 537 450	8 537 450		
- Dettes fiscales et sociales	58 397 890	58 397 890		
- Avances et acomptes reçus	41 759	41 759		
- Autres dettes non financières	479 914	479 914		
- Opérations pour compte de tiers	52 180 498	52 180 498		
TOTAUX	120 176 932	119 637 511	539 421	

Les dettes financières au compte 16 s'élèvent fin 2024 à 539 421 € (475 755€ en 2023). Elles correspondent aux dépôts et cautionnements des locataires de l'ANCT.

Les dettes non financières baissent fortement (85 M€) en raison du PFTHD.

Les variations les plus significatives sont les suivantes :

- - 434 K€ pour les « dettes fournisseurs et comptes rattachés »
- Les fournisseurs ont été payés au fil de l'eau avec un délai global de paiement moyen à 23 jours.
- + 8 844 K€ de dettes fiscales et sociales (58 398 K€ en 2024 contre 49 554 K€ en 2023)
- Les opérations pour comptes de tiers : 52 180 498 K€ (PFTHD)

4. SITUATION DES EMPLOIS :

Tableau des autorisations d'emplois			
	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	371	18	389

IV) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

1. RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

L'exécution budgétaire retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de l'exercice au regard des autorisations de crédits prévues au budget. Différence entre les produits et les charges de fonctionnement, le résultat net comptable mesure l'enrichissement ou l'appauvrissement de l'établissement au cours de l'exercice.

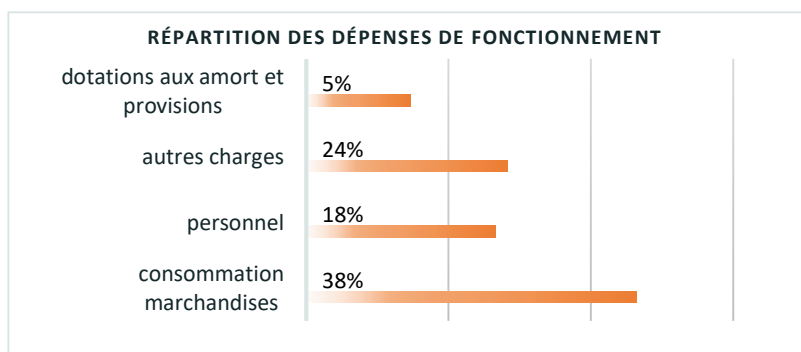
Il tient compte à la fois :

- Des charges et des produits qui ont donné lieu à des mouvements de trésorerie ;
- Des opérations internes résultant des écritures d'inventaire.

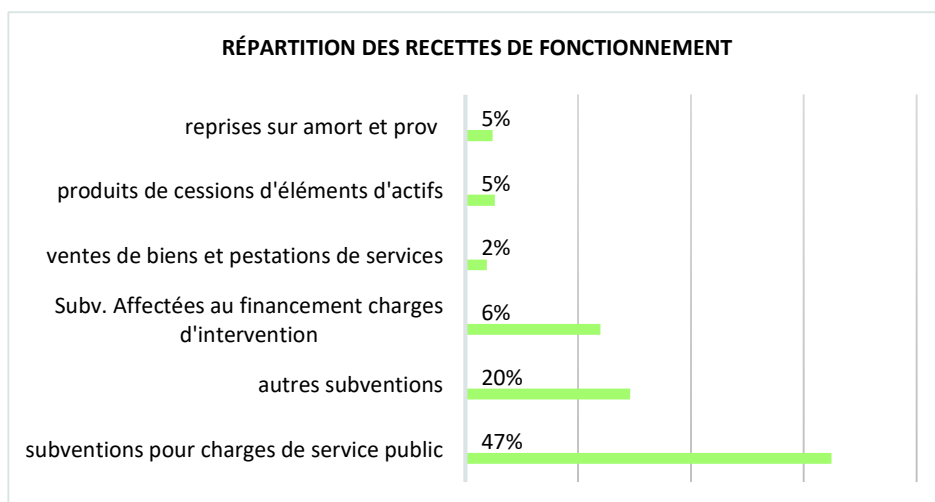
Le résultat est excédentaire de 6 197 269,97 €.

2 Les conditions de l'exploitation

L'examen du compte de résultat ci-dessous montre que les « charges de consommation de marchandises » comprenant les achats de marchandises, maintenances, fluides représentent le poste le plus important dans les charges de fonctionnement (38 %). Vient ensuite les autres charges (24%) et la charge du personnel (18 %).



Parallèlement, le poste prépondérant dans les produits de fonctionnement est celui qui enregistre les « subventions pour charges de service public » puisqu'il représente 47 % du montant total des produits. Il est suivi par le poste « autres subventions ».



a. Les produits

Les produits de l'exercice 2024 s'élèvent à 161 557 K€ (en hausse par rapport à 2023 pour 29 545 K€) et se décomposent comme suit :

Les produits d'exploitation

• Les subventions

La subvention pour charges de service public augmente pour se situer à 77 205 K€ soit + 12 307 K€.

Les subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques se situent à 33 232 K€ soit + 4 040 K€.

Les subventions affectées au financement de charges d'intervention ont diminué pour se situer à 10 905 K€ (- 13 063 K€)

Focus sur les autres produits :

Les produits hors subventions comprennent notamment :

- Des ventes de biens et prestations de service pour 3 523 K€
- Des produits de cessions d'éléments d'actif pour 8 155 K€
- Des remboursements de dépenses sur divers projets européens pour 17 209 K€ ;
- Les recettes locatives pour 2 044 K€ ;
- La quote-part de reprise au résultat des actifs financés pour 7 104 K€ ;

b. Les charges

Les charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 155 360 229 €, en augmentation par rapport à 2023 (+34 727 K€) et se décomposent comme suit :

La consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité (comptes 604, 605, 606, 61 et 62) incluant les frais accessoires sur achats (compte 608) se situe à 59 163 K€ (+12 706 K€).

Focus sur les charges :

Les charges comprennent notamment :

- Des dépenses d'intervention et spécifiques pour 40 802 K€ ;
- Des dépenses de personnel pour 28 278 K€ ;
- Des honoraires pour 5 080 K€ ;
- Prestations extérieures informatiques 17 186 K€
- La dotation aux amortissements pour 8 503 K€ ;
- Des dépenses de communication pour 2 043 K€ ;
- La taxe sur les salaires pour 1 912 K€.

c Le résultat

Le résultat de l'exercice 2024 correspond à un bénéfice de 6 197 K€, pour mémoire, il était bénéficiaire de 11 379 K€ en 2023.

2. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT 2024

La capacité d'autofinancement (CAF) représente les ressources internes générées par l'activité de l'établissement et permettant d'assurer son financement.

Elle se calcule en corrigeant le résultat comptable de l'exercice des opérations qui affectent le résultat mais qui ne donnent pas lieu à décaissements ou encaissements. Contrairement au résultat net comptable, la CAF ne retient que les opérations ayant fait l'objet d'une sortie ou d'une rentrée directe de trésorerie (encaissements et décaissements).

La CAF ne tient pas compte des éventuels décalages temporels de trésorerie. Elle représente un flux potentiel de trésorerie exprimé à la clôture des comptes.

Total des produits	161 557 499,20
Total des charges	155 360 229,23
Résultat provisoire de l'exercice	6 197 269,97
Dotation aux amortissements et provisions (+)	10 341 712,80
Reprise sur provisions (-)	-1 036 003,58
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (+)	11 331 721,86
Produits de cession d'éléments d'actifs (-)	-8 154 980,06
Quote-part reprise financement (-)	-7 104 706,44
Capacité d'autofinancement de l'exercice 2024	11 575 014,55
Pour mémoire, capacité d'autofinancement de l'exercice 2023	16 214 768,76

3. FONDS DE ROULEMENT AU 31 DECEMBRE 2024

Le fonds de roulement (FDR) se compte :

- soit par la différence entre les ressources propres et les emplois stables ;
- soit par la différence entre l'actif circulant et le passif circulant.

Lorsque le FDR est positif, les besoins à long terme de l'établissement sont couverts. L'établissement dispose également d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Fonds de roulement de l'exercice 2024 comprenant la trésorerie fléchée			
Ressources propres (Total I, II et III du passif)	125 421 318,73	Actif circulant	56 208 556,80
Emplois stables (Total actif immobilisé)	88 850 275,27	Passif circulant	119 637 513,34
Fonds de roulement de l'exercice 2024	36 571 043,46	Fonds de roulement de l'exercice 2024	36 571 043,46
Pour mémoire, fonds de roulement de l'exercice 2023	18 374 296,80	Pour mémoire, fonds de roulement de l'exercice 2023	18 374 296,80
Fonds de roulement de l'exercice 2024 hors trésorerie fléchée			
Ressources propres (Total I, II et III du passif)	125 421 318,73	Actif circulant	99 221 441,80
Emplois stables (Total actif immobilisé)	88 850 275,27	Passif circulant	62 650 398,34
Fonds de roulement de l'exercice 2024	36 571 043,46	Fonds de roulement de l'exercice 2024	36 571 043,46
Pour mémoire, fonds de roulement de l'exercice 2023	18 374 296,80	Pour mémoire, fonds de roulement de l'exercice 2023	18 374 296,80

Traditionnellement, l'appréciation du bon niveau de FR se mesure par rapport au cycle d'exploitation, c'est-à-dire au regard de l'ensemble des interactions de l'activité de l'ANCT avec les tiers (ses créanciers, ses débiteurs, ...) et l'incidence de ces interactions sur la trésorerie (T).

4. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT AU 31 DECEMBRE 2024

Lorsque le FDR est positif, les besoins à long terme de l'établissement sont couverts. L'établissement dispose également d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Un BFR positif montre un besoin de financement à court terme (le cycle de rotation des dettes est plus rapide que celui des créances).

Un besoin en fonds de roulement négatif, cela signifie que l'Etablissement n'a pas besoin de trésorerie pour financer son décalage entre les décaissements et les encaissements.

L'ANCT a un BFR négatif, l'établissement encaisse l'argent avant de le dépenser pour payer ses fournisseurs.

Actif circulant	156 208 556
Trésorerie active (disponibilités)	-135 827 527
Total 1	20 381 029
Passif circulant	119 637 513
Trésorerie passive	
Total 2	119 637 513
Besoin en fonds de roulement 2024 avec la trésorerie fléchée	-99 256 483
Pour mémoire, besoin en fonds de roulement 2023	- 181 555 654
Actif circulant	99 221 441
Trésorerie active (disponibilités)	- 78 840 412
Total 1	20 381 029
Passif circulant	62 650 398
Trésorerie passive	
Total 2	62 650 398
Besoin en fonds de roulement 2024 hors trésorerie fléchée	-42 269 368
Pour mémoire, besoin en fonds de roulement 2023	-142 549 812

Le besoin en fonds de roulement 2024 hors trésorerie fléchée demeure négatif au 31 décembre 2024.

Comme l'année précédente, l'ANCT enregistre au 31 décembre 2024 un BFR négatif. Celui-ci passe de -181 555 K€ à -99 256 K€. Les créances clients ont donc été encaissées plus rapidement que n'ont été décaissées les dettes fournisseurs.

5. TRÉSORERIE FLECHÉE AU 31 DECEMBRE 2024 :

La trésorerie de l'établissement a diminué (- 64.1M€) en raison du Plan France Très-Haut Débit, s'établissant à 135 827 527,67 € au 31 décembre 2024.

La trésorerie fléchée de l'agence au 31 décembre 2024 s'établit à 56 987 115 €

6. TRÉSORERIE NETTE AU 31 DECEMBRE 2024 :

La trésorerie nette se détermine :

- soit par la différence entre la trésorerie active et la trésorerie passive ;
- soit par la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Trésorerie active	135 827 527	FR	36 571 043
Trésorerie passive		BFR	-99 256 484
Trésorerie nette	135 827 527	Trésorerie nette	135 827 527
Trésorerie active	78 840 412	FR	36 571 043
Trésorerie passive		BFR	-42 269 369
Trésorerie nette non fléchée	78 840 412	Trésorerie nette non fléchée	78 840 412

La variation de la trésorerie s'établit à 64 102 K€ pour situer la trésorerie à la clôture de l'exercice à un montant de 135 827 K€.

La relation entre le haut du bilan et le bas du bilan apparaît au travers de l'égalité :

$$FR = BFR + T.$$

$$36\,571 = -99\,256 + 135\,827$$

V) Analyse de la soutenabilité financière de l'établissement :

Le vadémécum relatif à la gestion budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'Etat met à disposition un outil d'aide à l'analyse du budget.

Il porte notamment sur le court-moyen terme en croisant quatre critères (variation du fonds de roulement, solde budgétaire, variation de trésorerie et variation du besoin en fonds de roulement).

A ce titre, et en présence d'un solde budgétaire positif et d'une variation de fonds de roulement positive, la situation est viable à court terme notamment si le besoin en fonds de roulement est négatif.

Pour rappel l'exercice 2022 a été marquée par la mise en place à partir de mi-novembre d'un suivi particulier de la trésorerie non fléchée. En effet, le niveau de dépenses sur les trois derniers mois de l'exercice (41% des crédits de paiements annuels décaissés) et l'incertitude sur la date de réception réelle de financements avant la fin de l'exercice ont nécessité cette attention afin de ne pas ponctionner la trésorerie fléchée.

Enfin, et au 31 décembre 2024, le nombre de jours de trésorerie est estimé à 46. Il a été calculé hors trésorerie fléchée.

VI) Filiales



Liste des Filiales et Participations

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANCT

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1- filiales (plus de 50% du capital détenu)			
SCI Foncièrement Quartier	7 811 280	60,00%	-68 957
SCI Vandoeuvre Bizet	188 851	51,00%	18 810
2- participations (10 à 50% du capital détenu)			
SAS Les GIBJONCS	449 677	50,00%	-99 437
SCI C.C. Plateau de la Haye	573 674	50,00%	16761
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1- filiales non reprises en A :			
-françaises			
-étrangères			
2- participations non reprises en A :			
-françaises			
-étrangères			



Engagements hors bilan :

Dans le cadre du financement des opérations d'investissements des filiales, il a été contracté différents emprunts pour lequel l'Etablissement est garant à hauteur de sa participation au capital selon le détail ci-après.

Etat des dettes auprès des établissements de crédit		capital restant dû		capital restant dû	
Sites	Capitalisation			rapporté au capital	
	ANCT	au 31/12/23	au 31/12/24	au 31/12/23	au 31/12/24
ANCT	100,00%	0	0	0	0
SCI Foncièrement Quartier	60,00%	5 093 730	4 661 197	3 056 238	2 796 718
SCI Vandoeuvre Bizet	51,00%	0	0	0	0
SAS LES GIBJONCS	50,00%	0	0	0	0
SCI C.C. Plateau de la Haye	50,00%	564 480	483 840	282 240	241 920
TOTAUX		5 658 210	5 145 037	3 338 478	3 038 638